le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde libertaire

## Patrons affameurs, gouvernement complice

# Ils s'engraissent de nos retraites

Photo Daniel Maunoury

M 02137 - 1491 - F: 2,00 €
2 €
ISSN 0026-9433

« Dans grève il y a rêve »
Anonyme

hebdo n° 1491
du 25 au 31 octobre 2007

# Sommaire

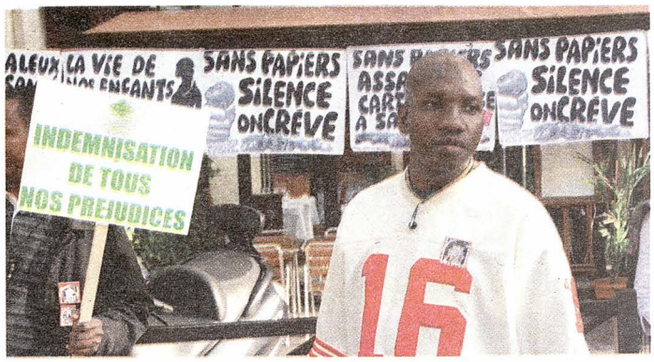

**Humeurs,** par un Peinard de la CNT-FA, *page 4*

**Hôpitaux** en danger, par P. Schindler, *page 4*

**Autruche** people?, par Fred, *page 5*

Incontournables **brèves,** *page 6*

**Nouvelles** des fronts, par H. Lenoir, *page 7*



Paroles d'un **cheminot,** par un brav' gars, *page 8*

Bienvenue aux **immigrés,** par Fred, *page 9*

**La dette** est blette, par J. Langlois, *page 11*

Patronat, **soudure** et syndicats, par B. Bildeberg, *page 13*

**Uruguay** la coopérative Lacava, *page 14*

**Sexe** et monde **animal,** par T. Lodé, *page 16*

**Virginie Despentes,** par Caroline Granier, *page 17*

À la **citrouille,** par Nelly Trumel, *page 18*

En suivant **Emma,** par Paco, *page 19*

Un horizon **bien noir** de Périssé, par J.-M. Raynaud, *page 20*

Dessins de **Swen,** *page 21*

**Radio libertaire,** tous les programmes, *page 22*

**Agenda,** *page 23*

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

| Tarifs (Hors-série inclus) | France et DOM-TOM | Étranger |
|---|---|---|
| 3 mois, 13 nos | 20 € | 27 € |
| 6 mois, 25 nos | 38 € | 46 € |
| 1 an, 45 nos | 61 € | 77 € |

**Abonnement de soutien**
**1 an, 45 nos** 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____



Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

# Editorial

# Soupape sociale

**LA SEMAINE DERNIÈRE se profilait le premier mouvement massif d'opposition à la politique de démantèlement de la solidarité ouvrière menée par ceux qui nous gouvernent. Ces salops cherchent à détruire en quelques semaines les avancées sociales acquises par plus de cent ans de luttes contre le patronat.**

**Cependant les médias à la solde du pouvoir semblaient beaucoup plus préoccupés par les déboires affectifs du couple Naguy-Bocsa. Mais bien sûr ce n'était que pur coïncidence, celui qui y verrait un coup de com' bien orchestré n'aurait aucune élégance.**

**Le Medef, qui se débat en ce moment pour minimiser la portée des détournements de fonds alimentant ses caisses noires, nous apparaît enfin sous son véritable jour, une « famille », autrement dit une mafia. « C'est un secret de "famille", nous ne le savions pas vraiment, tout en le sachant », susurre la Parisot. Et de lancer la balle dans le camp syndical. Quoi de plus naturel dans le cadre d'une campagne de dénigrement systématique. Les fonds ainsi subtilisés ne l'auraient été que pour corrompre des syndicats. C'est oublié la solidarité patronale, leur cause.**

**Comme par hasard, encore une fois, cette « affaire » n'est arrivée sur le devant de la scène qu'à l'approche du baroud d'honneur que les syndicats avaient prévu pour laisser s'extérioriser la colère de ceux qui subissent de plein fouet les mesures inacceptables de ce gouvernement d'opérette.**

**Le chef de l'État et ses ministres se donnent en spectacle à la télé et dans les journaux complaisants (qui appartiennent eux aussi à la « Famille ») pendant que cette mafia, à l'aide de son trésor de guerre, corrompt à tout va et fait monter la pression. Elle met ses « conseillers » et ses « experts » au service des ministres, qui sont eux trop occupés à aller jouer les stars à la télé et dans les coktails pour pouvoir gérer leurs ministères.**

**C'est typique de la nouvelle ère de la société de l'information et de la communication qui a remplacé la société postindustrielle. Peu importe les saloperies que tu fais, du moment que tu soignes la communication, elles seront acceptés. Ces salops ont bien compris ce principe. Ils mettent en avant une image de rénovateur de la société, en rupture avec leurs prédécesseurs, alors qu'ils ne font qu'accentuer la libéralisation de l'économie. Le social est renvoyé au privé et la solidarité à la religion. Ils ne font que continuer la politique menée depuis des décennies par les gouvernements de gauche comme de droite: reprendre graduellement ce qui a été concédé suite aux luttes des exploités. En fait de rénovateurs, c'est la condition ouvrière du XIXe siècle qu'ils veulent restaurer.**

QUE RETIENDRA-T-ON de ce jeudi 18 octobre 2007 : l'annonce officielle du divorce des Sarkozy dans un timing quelque peu calculé pour transformer encore davantage la politique en feuilleton? Ou les prémices d'un mouvement social?

Bon, parce qu'on ne va pas se faire mal, mais cette journée d'action était plutôt réussie, même si tout le monde n'était pas en grève ni dans la rue (on était loin du compte). Reste que: à quoi servent ces journées d'action lorsqu'elles ne sont pas suivies de perspectives pour la suite du mouvements?

N'était-ce qu'une de ces soupapes de sûreté que les syndicats libèrent de temps à autre pour que l'on exprime notre colère avant de rentrer chez soi, dociles, prêts à reprendre le boulot le lendemain? Était-ce seulement une manière de montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir, permettant aux syndicats de s'asseoir aux tables de négociations de façon plus offensive?

Négocier alors qu'il n'y a pas de mouvement social, c'est même pas la peine: les syndicats se font toujours avoir. Déjà que, lorsque cela se passe au cours d'une grève, la négociation est un jeu où les patrons excellent à amadouer les représentants des salariés. Cette fois les négociations, voulues par Sarkozy et sa bande, sont déjà un piège puisque, outre d'être placées directement sur le terrain du Medef, il a été annoncé que certains principes (et de taille) ne seraient pas négociables, tels que le départ à la retraite après quarante ans de cotisations.

Nous savons très bien que cette « réforme » ne réglera pas le problème de financement, à l'image de l'échec des réformes Balladur (1993) et Fillon (2003). En revanche, en alignant les régimes spéciaux sur le régime des fonctionnaires avant la fin de l'année, le gouvernement prépare une nouvelle réforme des retraites en 2008. D'ores et déjà, il a annoncé qu'il souhaitait :

- augmenter la durée de cotisation à 41 ans, voire 42 ans, dès 2012 ;
- supprimer les préretraites ;
- pénaliser ceux qui n'ont pas réussi à cotiser suffisamment.

La recette est toujours la même: réduire les droits des salariés en rendant plus difficile l'accès à la retraite et à une pension décente. Or, avec la précarité (temps partiel, CDD, interruption de carrière) pour de nombreux salariés de nos secteurs, la pension de retraite risque d'avoisiner le minimum vieillesse (Aspa), soit moins de 622 euros par mois!

L'objectif à moyen terme est clair:

Repousser l'âge de départ à la retraite et obliger les Français à travailler plus longtemps, plus vieux, tout en réduisant le niveau des pensions!

Seuls les plus aisés pourront se payer un complément de retraite auprès d'une assurance privée.

Et pendant ce temps, les patrons, eux, continuent à crouler sous les stocks-option, exonérés des cotisations sociales qui pourraient financer les retraites.

Et ce n'est pas tout.

Les attaques contre la protection sociale et les services publics s'ajoutent à la remise en cause du code du travail, pour mieux le précariser; à la limitation du droit de grève, pour mieux nous faire taire ; ainsi qu'aux attaques contre les étrangers, pour mieux détourner la colère des vrais responsables de la situation sociale.

Ils attaquent sur tous les fronts. Nous devons répondre tous ensemble!

On peut souhaiter que ce 18 octobre était la première étape d'une mobilisation générale contre ce gouvernement au service du patronat et pour affirmer d'autres choix sociétaires en termes de partage des richesses!

On le sait, pour faire céder le gouvernement, une journée de grève ne suffira pas. Il faut commencer à construire une grève reconductible avec des revendications claires. Il faut aussi être suffisamment forts dans les luttes pour que les bureaucrates syndicaux n'en fassent pas qu'à leurs têtes, en bons gestionnaires du système.

Bien sûr il ne s'agit pas d'une perspective de révolution, mais nous devons exiger et nous battre *a minima* pour:

– le retour aux 37,5 annuités pour tous, l'arrêt des exonérations patronales et leur remboursement pour boucher le « trou » de la sécu, la création massive de postes dans les services publics pour les besoins de la population, l'arrêt du recours à l'emploi précaire, l'abandon des franchises médicales.

Tout cela dans un premier temps, car il nous faudra préparer l'avenir avec un nouveau système de protection sociale fondé sur la solidarité et l'entraide

**Jean-Pierre Levaray**
*Le 18 octobre*

# Une histoire de turbin

VLÀ TI PAS QUE L'AUTRE JOUR, je turbinais comme presque toutes les nuits de la semaine à livrer un canard sauce catholique (on choisit pas toujours son taf quand la mistoufle pointe le bout de son nez!) aux abonnés. Je me mis alors à rêvasser et me disais en moi-même que je voudrais bien connaître l'avénement de la Sociale. Le temps où chacun pourra turbiner comm il l'entend, où il n'aura pas à dorvailler à la belle étoile, où les gosses auront de quoi manger... Pas moins, je vous le dis comme je le pense c'est mal barré pour l'instant.

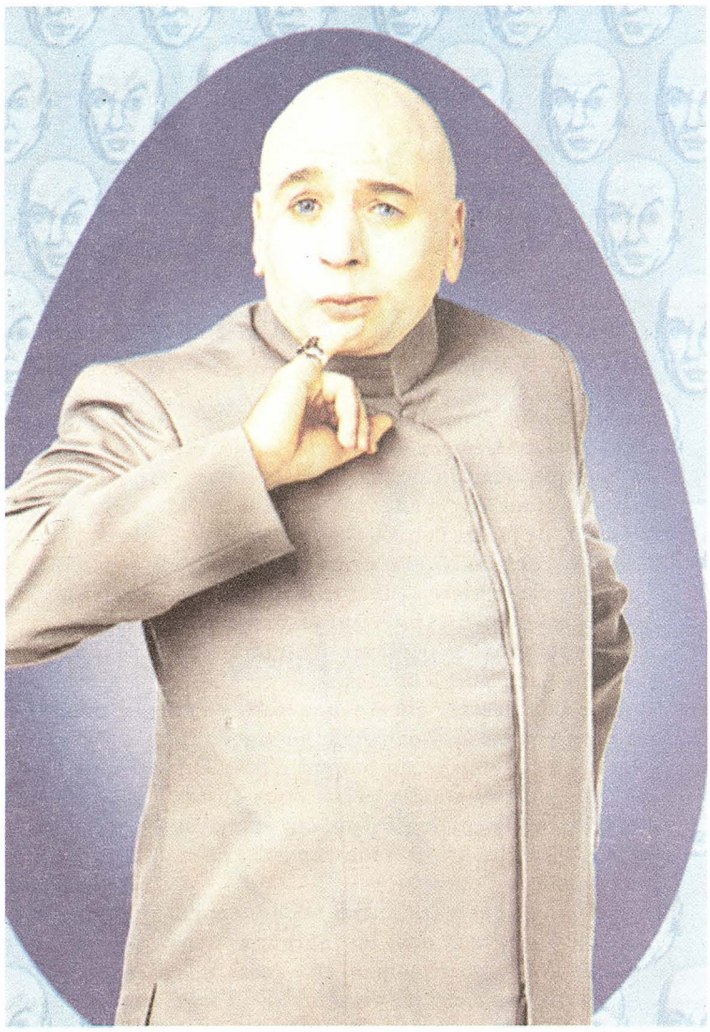
Jeudi dernier, bien sûr, les camaros et les camarotes sont descendus dans la rue. Pêli-pêlant ils ont battu comme de juste le pavé de Paname et d'autres villes du pays. Bien sûr, ces manifestances ont démontré la capacité mobilisatrice des salariés, néanmoins y'a pas eu de chabanais, pas de grand chambardement! Les syndicats restent sur la réserve et les gars du privé se privent de grève. Toutefois on ne peut pas leur jeter la pierre et y'a plusieurs manière de résister. Parfois le face à face direct n'est pas la meilleure des méthodes.

Tiens, comme me disait dernièrement Gégé, un camaro de la CNT : «la propagande est une affaire de longue, haleine, ça n'sert à rien de jouer les Don Quichotte». Et il a raison il faut savoir ménager sa monture pour arriver à bon port. L'organisation on ne le répétera jamais assez est primordiale pour toute action présente et future. Faut lire et relire les classiques, le gars Malatesta qu'était pas le dernier à monter au front de la lutte sociale et politique, a écrit maints articles à ce sujet.

Et pis, les gens agissent plus souvent qu'on ne le croit de façon libertaire. C'est pourquoi chacun doit distiller à son rythme et à sa manière que ceux de l'Aquarium nommeraient poison, les idées libertaires. imaginez un peu la tête des baltringues de la Star Ak si un zigue déboulait au casting avec sous le coude des chansons du genre le Père Lapurge ou la Dynamite! Ah ben i z'enverraient la troupe. À la revoyure les aminches.

**Un Peinard de la CNT et de la FA**

# La mort annoncée des hôpitaux publics



À BORDEAUX, après avoir refusé le dialogue avec les représentants nationaux des élèves internes et devant une nuée de journalistes à ses bottes, Sarkozy a tracé les grandes lignes pour la destruction de l'hôpital public : « plus aucun ne doit être en déficit, en 2012 », à la fin de son mandat. Pour cela, le tour de passe-passe commence par « l'autonomie de gestion » et une « réorganisation territoriale ». Il justifie ces deux mesures qui sonnent le début de la privatisation des hôpitaux comme devant « donner de l'air à l'hôpital ». En fait de coup d'air, il s'agit plutôt d'un coup de grisou, puisqu'elles signifient, de fait, la tarification à l'activité à 100 % pour les courts séjours, dès 2008. Mais, le plus inquiétant c'est qu'elles devraient, ensuite, être élargies aux moyens séjours et aux établissements psychiatriques.

## Vive la révolution... managériale !

Pour chapeauter cette nouvelle gestion libérale, qui, selon Sarkozy, devrait mener à « un retour à l'équilibre des comptes d'exploitation », il en appelle à la « révolution managériale » : la fonction sera ainsi ouverte aux managers externes à la fonction publique. Ca ouvre une autoroute « aux copains », qui seront d'autant plus alléchés, que ces prochains chefs d'établissements pourront « décider librement de transférer au privé, les activités logistiques qui ne seront pas au cœur des missions de l'hôpital ». Après ce laïus de pur marketing voué à la rentabilité et à la performance, il n'a pas eu un seul mot au sujet de l'accès aux soins ni au sujet de la qualité d'exercice pour les praticiens. Sans oublier, naturellement, les infirmières et aides soignantes qui veulent « travailler plus pour gagner plus ». Quelles soient rassurées : elles vont pouvoir se faire des couettes en or, car fit des 35 heures, qui, selon Sarkozy sont les principales responsables du déficit des hôpitaux publics et devront laisser la place à une « solution pérenne de gestion des heures sup-

plémentaires dans les hôpitaux ». Sarkozy nous promet donc un monde hospitalier merveilleux, qui laisse supposer surtout que les hôpitaux jugés « non rentables », seront tout bonnement fermés !

### En 2012 les hôpitaux n'existeront plus !

Pour le syndicat Sud santé, ces mesures ne feront qu'amplifier le mouvement de fermeture des hôpitaux de proximité et que le « travailler plus pour gagner plus », cher à Sarkozy est un slogan creux, en dehors des réalités hospitalières. En effet, à ce jour, les personnels hospitaliers et médicaux ont accumulé des dizaines de milliers d'heures supplémentaires sur des comptes épargne temps non financés. Pour Sud santé : « la pénurie d'effectifs organisée depuis deux décennies (numerus clausus des études médicales et paramédicales, non compensation des effets de la RTT) entraîne une augmentation de la charge de travail qui devient intenable ».

### Du côté de Médecins du Monde

Selon la publication du dernier rapport de Médecins du Monde, l'accès aux soins des plus démunis sera rendu de plus en plus difficile en France. Les étrangers et parmi eux, les sans-papiers, seront le plus discriminés face à l'accès aux soins, une « atmosphère de déni de droits, de suspicion et de chasse à l'étranger ». Selon l'association, les étrangers résidant en France constituent 90 % des consultations effectuées au sein de structures d'accueil (au nombre de 21 au total). La principale raison du non accès aux soins par les étrangers serait pour Médecins du Monde la « peur de se déplacer pour se rendre dans les lieux de soins, par crainte de se faire arrêter par la police ». Un autre paramètre qui inquiète l'association est le nombre de consultations qui est en chute libre depuis 2006 (-16 %), ceci étant confirmé par la même tendance prise pour 2007. La crainte de Médecins du Monde semble justifiée par une circulaire de 2006, qui prône de : « chercher des lieux favorables à l'arrestation : hôpitaux, centres de soins spécialisés pour toxicomanes, véhicules (donc bus associatifs, pompiers, ambulances), sièges d'associations, etc. ». Pour inverser cette tendance, l'association souhaite réagencer le système, le simplifier via la mise en place d'une Couverture Maladie Universelle. La CMU pourrait alors pallier les besoins médicaux « des personnes sans droit ». Selon Nathalie Simonnot, en charge des programmes France de Médecins du Monde, la priorité est que « soit simplifié le dispositif de couverture maladie pour les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. En clair, qu'on fusionne l'AME (Aide Médicale État) et la CMU (Couverture maladie universelle) ». Et le comble c'est que ce rapport est tombé, seulement quelques jours avant la « Journée mondiale du refus de la misère » et l'allocution à Bordeaux du fossoyeur des hôpitaux publics !

**Patrick Schindler**
*Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org*

## Quand l'autruche éternue...

# Sarkozy 1 – Marcelle 0

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Les commentaires fébriles du ministre du Travail, voyant la grève dans les transports durer plus longtemps que prévu : **« Je suis dans une logique de dialogue, hier, aujourd'hui et demain et après-demain. »** Et d'ajouter, très peuple, aux frontières du lexique gauchiste : **« Il y a ce besoin de justice sociale qui est évident pour les Français. »** Emploie pas des formules dont tu ne connais pas le sens, garçon… Mais il y a plus chienne encore, j'ai nommé Idrac, présidente de la SNCF, jouant les psy de comptoir et parlant à la place des salariés : **« les cheminots savent bien que la réforme est inéluctable, mais il y a un deuil à faire. »** C'est bizarre, jeudi dans la rue, ça sentait la merguez plutôt que le cadavre. Pendant qu'on demande aux cheminots de creuser leur propre tombe, le patronat continue lui de se remplir les fouilles (lire p. 13 l'excellent article de l'excellent Boniface B.). Et Gautier-Sauvagnac, gérant de la caisse noire du Medef, 160 millions d'euros, peut se permettre de la jouer provoc' **« on peut penser qu'autrefois c'était même beaucoup plus. »** C'est de l'humour ? Non, même pas. Mais tremblez milliardaires, car not' Sarkopen national a promis une justice sans faille : **« Je souhaite que ceux qui se sont comportés de façon malhonnête, si on les trouve, soient punis. »** Si on les trouve : tout le cynisme sous cape du petit Nicolas tient dans ces quatre mots. Dans le cas de l'affaire EADS, pour « les trouver », il suffit de saisir le présidentiel carnet d'adresses, hein, bébé Lagardère ?

Ah la la, il en a des soucis, Sarko : Isabelle Adjani lui a écrit, par voie de presse. Il en est rose de confusion. Au sujet des tests ADN, l'actrice, désormais âgée (gâtisme précoce, à ce qu'il semble), ose **« espérer que notre président de la République ne laissera jamais pareille chose se produire ».** Pour le resto et le tête-à-tête, Nico, c'est pas gagné… Et, en guise de réponse, Adjani devra se contenter de celle de Fillon, curieusement passée inaperçue, ou presque : **« Tous les éléments modernes permettant de contrôler l'identité doivent être utilisés. »** À l'intention de ceux qui douteraient encore de la sarkozyenne volonté de contrôler la population, toute la population.

Il en a des soucis Sarko, puisque même Cécilia a décidé de changer la puce RFID implantée sous sa peau : finalement, elle se barre. **« J'ai beaucoup de peine »**, confie Santini, maire d'Issy. Ben nous aussi, t'imagines pas. Et annoncer officiellement son divorce un jour de grande grève, histoire de continuer à squatter la une de l'info, ça fait manip' jusqu'au bout. Ça manque un peu de délicatesse… **« J'ai pris mes pinceaux pour peindre une autre histoire »**, a susurré la Cécilia. Elle, ses discours, c'est pas Guéno qui lui écrit, c'est Francis Lalanne. Enfin elle conclut, dans un bel élan de métaphysique ardue : **« Il y a des moments dans l'existence où on va moins bien que d'autres. »** Pierre Marcelle, qui bien sûr l'a lue, a dû étouffer un rire sombre en tombant sur cette phrase. Marcelle, c'est le bougon de talent et totalement lâché qui a vu sa rubrique, ultime espace de liberté, diminuée de moitié dans *Libé*. Nous l'assurons de notre soutien, inconditionnellement. Et c'est ainsi que Marcelle est grand.

**Frédo Ladrisse**

**… c'est toute la jungle qui s'enrhume**

# brèves de combat

## Libération, piège à cons

Profitant d'un passage à une énième nouvelle formule, *Libération* a réduit de moitié l'espace dévolu à la chronique de Pierre Marcelle. Esprit libre, véritable poil à gratter au sein d'un journal en plein cours de France-soirisation, Marcelle avait déjà vu sa rubrique passer de quotidienne à hebdomadaire. Si la volonté du petit rédac' chefaillon Joffrin est, à terme, de la supprimer, que l'ami Marcelle se rassure : c'est avec plaisir que le *Monde libertaire* l'accueillera dans ses colonnes (à suivre...).

## Manif retraites à Bordeaux

Entre 5 000 et 10 000 personnes, pas d'ambiance extraordinaire. En tête, 2 000 à 3 000 CGT, des boites en luttes comme Solectron reprise par Flextronic et fermée à la fin du mois avec 540 licenciements, ou Ford qui prépare les siens. Un bon millier de personnes amenées par SUD Rail, avec AC et beaucoup de non syndiqués, suivis par la CNT et la Confédération paysanne. La CGT a poussé à voter la reprise du travail lors des AG à la SNCF, seuls les roulants ont appelé à reconduire le mouvement, dans un climat tendu, des coups de poing sont partis. Le fret a lui voté la reconduite. En gros, on n'a pas reculé mais on n'a pas avancé, mais les médias vont se charger de nous faire reculer en cassant ce qui a existé...

## Travailler tue

Selon les médecins du travail : 4,5 % des salariés interrogés en 2003 (780 000) ont déclaré avoir eu au moins un accident du travail ayant occasionné un arrêt dans l'année. 40 000 cas de maladies professionnelles, reconnus et indemnisés ont été recensés en 2005 par l'assurance maladie, contre 4 000 en moyenne dans les années 1980. Près de 70 % des maladies professionnelles sont « invisibles », c'est-à-dire ni déclarées, ni reconnues comme telles. Selon l'Ined : 1 salarié sur 10 est exposé à des cancérogènes dans son travail. 22 681 victimes de l'amiante ont déposé une demande d'indemnisation au FIVA de juin 2006 à mai 2007, sur 41 737 recensés depuis sa création en 2002 !

## Manif retraites à Besançon

Environ 500 manifestantEs, malgré des appels séparés. La CGT avait donné rendez-vous pour des AG et un rassemblement à 11 heures devant leurs locaux et Sud à 10h30 pour ensuite rejoindre le reste des manifestants. Les cheminots ont été les gros absents, alors qu'ils sont en grève depuis une semaine sur la région. La CGT les a soigneusement gardés en AG. Cette mainmise syndicale n'est pas faite pour donner corps au « Tous ensemble » entendu ça et là. Du côté des jaunes : le Sgen CFDT n'a pas appelé à la grève prétextant un appel « à se joindre massivement à l'action nationale et unitaire de la mi-novembre ». Moralité : ne pas défiler ensemble le 18 octobre, c'est pour mieux préparer les hypothétiques actions unitaires de novembre. Quel foutage de gueule !

## Santé menacée

10 000 étudiants et internes en médecine ont manifesté à Paris contre une éventuelle limitation du nombre de praticiens dans les zones où ils sont déjà assez nombreux, ce qui selon eux, pénalisera notamment les banlieues pauvres ou certaines régions rurales. Les banderoles portaient : « pour un système de soins solidaire, contre une médecine à deux vitesses », « système des USA, ici on en veut pas » ou « oui à la carte vitale, non à la carte bleue ».

## Manif retraites à Nîmes

La CGT avait appelé à un rassemblement en préfecture de Nîmes pour ensuite rejoindre le cortège FSU-Solidaires-FO-CNT à la Maison carrée. La désunion syndicale était bien au rendez vous...

Toute la manif, le SO féminin de Solidaires n'a eu de cesse de maintenir la voiture sono de la CGT à bonne distance. La CGT rassemblait un millier de personnes, le cortège intersyndical idem. Forte présence de SUD, malgré une très faible implantation locale de SUD Rail. La CNT et la FA n'ont réussi qu'à regrouper une dizaine de personnes. Le cortège était atone. Il y a eu un peu de mouvement lorsque la jonction a été établie entre la manif syndicale et les lycéens déjà présents à la préfecture, qui était là pour affirmer leur soutien à Souad, jeune lycéenne menacée d'expulsion. Donc, rien de glorieux.

## Vivons heureux, vivons cachés

Michèle Alliot-Marie veut tripler le nombre des caméras de vidéosurveillance en France d'ici à la fin 2009, ce qui pourrait porter leur nombre à un million. 59 millions de Français pourront donc rester cachés !

## Manifs retraites à Lorient

Environ 3 000 manifestantEs, avec les syndicats classiques et d'autres fonctionnaires : CGT, FO, SUS, SNUIPP... Les grands absents : la FSU et la CFDT... Un petite dizaine de libertaires (CNT, FA, AL et des non-organisés), les tracts de la FA ont été bien accueillis et des contacts ont été pris.

## Justice nulle part !

Les bâtonniers déplorent que : « la concertation promise soit abandonnée par le garde des Sceaux qui annonce avec brutalité une nouvelle carte judiciaire avant même la réunion du comité consultatif ». Le bureau des bâtonniers y voit du mépris et demande que : « les décisions prises avant toute concertation soient suspendues ». Les magistrats dénoncent également la méthode de Rachida Dati estimant que « la concertation annoncée ne viendra jamais à partir du moment où on annonce des modifications ponctuelles région par région ». En attendant, dans les prisons surpeuplées, on crève doucement, mais sûrement !

## Manif retraites à Metz

Environ 2 000 personnes pour la manif à l'appel de l'intersyndicale, rien de bien neuf sous le soleil de Lorraine.

## Au secours !

*Libération Lyon* a assisté au déploiement en masse de gendarmes et de pompiers dans un village lyonnais, pour empêcher une famille de se jeter par la fenêtre, alors que les forces de l'ordre venaient l'arrêter.

## Manif retraites à Caen

Entre 4 000 et 4 500 dans le cortège interprofessionnel, petit cortège libertaire d'une trentaine de personnes. Ambiance très molle, malgré une présence massive des cheminots et EDF.

## Manif retraites à Privas et Valence

400 personnes environs à Privas, surtout de la CGT, mais également FO, UNSA et la CNT qui a un peu animé une manifestation trop calme et distribué un tract qui a été bien accueilli. À Valence, 2 500 personnes ont défilé dans une manif sans tonus, uniquement animée par sud.

## Attali collabo !

Dans son rapport d'étape, la commission pour la libération de la Croissance Française (sic !), dite aussi commission Attali, propose rien moins que la promotion de la vente à perte (les soldes toute l'année...), la libéralisation totale du droit d'implantation des hyper et supermarchés, et, plus grave encore, la suppression pure et simple de la trêve hivernale, en ce qui concerne les expulsions, de manière à encourager les propriétaires de logements vides à les louer ! Par ailleurs, dans une lettre adressée à Sarko, Attali préconise l'abandon du principe de précaution, qui serait un « frein à l'innovation. » Ne dites plus ouverture, dites collaboration.

## Manif retraites à Paris

Environ 25 000 personnes, comme partout, le gros des troupes étant animé par la CGT dont le SO a secoué un moment SUD (Tous ensembles...). En revanche en queue de manif, un beau cortège libertaire, CNT/ FA, dont les tracts ont été très appréciés et le stock entier de ML vendu !

# Nouvelles des fronts

**Guerre sociale**, c'est sans doute ce qui se joue en ce début de quinquennat. Le dernier acte d'une œuvre concertée par les gestionnaires du capital de « gauche » et de droite depuis plus de vingt ans. Démanteler et faire *tabula rasa* des acquis sociaux arrachés durant le XXe siècle. Tout doit disparaître : retraite, protection sociale, code du travail, droit de grève, indemnités de chômage… Et pour le reste, il faudra payer plus, franchise médicale, TVA antisociale et autre forfait hospitalier… Quant aux services publics, toujours plus privatisés, toujours plus libéralisés, leurs augmentations tarifaires scandent l'année. En bref, travailler plus pour gagner moins.

Guerre sociale des riches contre les dominés sans que ces derniers ne s'émeuvent au-delà d'une grève ni vraiment générale, ni vraiment reconductible. Piètre résistance d'un salariat sans conscience ni projet. Alors pourquoi se priver d'un cadeau fiscal de 14 milliards d'euros ! Une forme de retour sur investissement pour les électeurs de Sarko, et puis c'est toujours 14 milliards que les pauvres et les étrangers profiteurs n'auront pas ! Un « nouveau contrat social » que je vous dis, qui n'est ni nouveau, ni contractuel, ni social, mais on ne peut pas toujours appeler un chat, un chat.

Pendant le contrat les liquidations continuent. Michelin, plus paternaliste que jamais, sacrifie 826 emplois à Toul, en Lorraine, d'ici à 2009. Nestlé regroupe ses usines à Beauvais, dans l'Oise, et en profite pour faire un peu de ménage dans son effectif, un coup de balai de 140 emplois sur les 740 du site. Alcatel-Lucent : après la fusion, qui a coûté 12 500 emplois en 2006 dont 1 500 en France, on craint un nouveau train de licenciements. Quant à la fusion ANPE-Assedic, combien d'emplois en moins et quelle détérioration des prestations proposés aux chômeurs ? Le pire, encore une fois, est à craindre, dégradation du travail pour les uns, dégradation du service pour les autres. Une illustration de la nouvelle forme de contrat promis. Quelques soubresauts de résistance encore bien timides à la SNCF où les cheminots de Toulouse ont débrayé fin septembre, petite grève à Obernai chez Kronenbourg contre l'externalisation du service des expéditions, grève reconductible aux usines Smart à Hambach, en Moselle, afin d'obtenir une revalorisation salariale.

Derrière les barbelés frontaliers, la situation est du même tonneau, licenciements et conflits très limités. En Grande-Bretagne, la place financière de la City pourrait virer 2 000 quidams avant Noël et, d'ici à 2008, perdre 6 500 emplois sur 340 000 que comptent les établissements financiers de Londres. États-Unis, suite aux « subprimes », ces scandaleux prêts usuraires faits aux plus pauvres des États-uniens, les sociétés de crédits touchées par le scandale ont vidé quelque 12 000 salariés. Les financiers escroquent et les travailleurs trinquent, quoi de plus normal ? Italie, ça chauffe chez IBM suite à la suppression d'une prime de mille euros. Pour protester, les syndicats ont proposé une cyber-manifestation et une grève virtuelle (*sic*). On n'arrête pas le progrès. Quant à l'efficacité, à voir… Les patrons suisses, eux, ne font pas dans le virtuel. Ceux de 28 grandes entreprises ,dont celui de Nestlé, ont obtenu, en 2006, en moyenne une augmentation de 19 %. La même année, de haute lutte, les salariés suisses avaient gratté 0,1 %. À croire que la Suisse aussi a son nouveau contrat social.

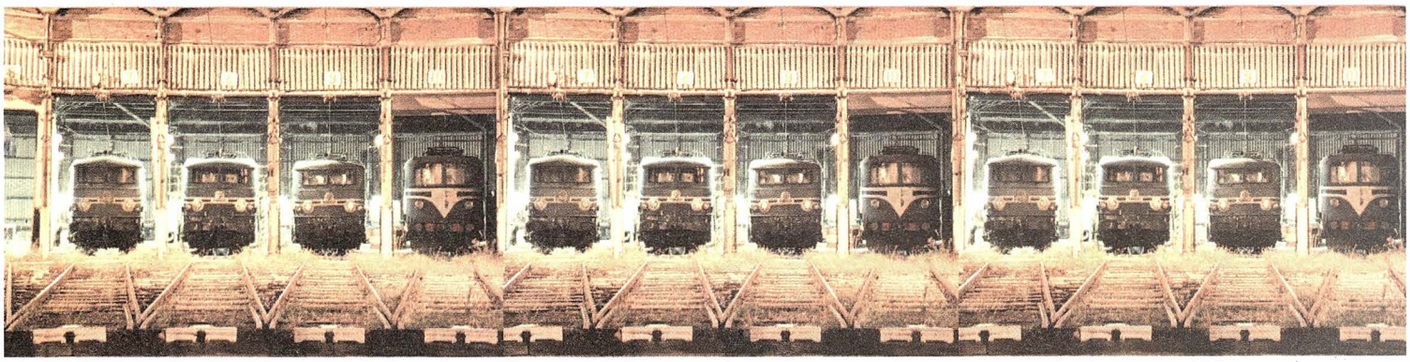
Grande-Bretagne : les postiers, toujours en grève pour l'emploi, les salaires et les retraites… Une lutte de longue haleine contre la privatisation en bien des points remarquables. Chili : grève dans les mines de cuivre de Collahuasi. Les mineurs réclament une augmentation de 8 % en lien avec l'augmentation du cours du métal qu'ils se tuent à extraire des entrailles de la Terre.

Quelques chiffres pour illustrer le nouveau contrat social planétaire et globalisé : 36 % des téléopérateurs sont victimes de souffrances psychiques, 600 millions de travailleurs, soit 22 % du total des exploités, sont, selon l'OIT, « suroccupés », en termes moins diplomatiques, cela signifie qu'ils font des semaines de plus, voire de beaucoup plus de 48 heures ; Cambodge, 1,4 million d'enfants sont victimes du travail forcé ; 58 570, c'est le nombre de mendiants à Delhi, en Inde, qui « vivent » avec de 1 à 10 euros par mois ; 23 % de la population urbaine dans le monde habite dans des bidonvilles. Mais, nouveau contrat oblige, en dix ans les dépenses militaires mondiales ont progressé de 37 %. Enfin, triste record, en 2006, 144 syndicalistes ont été abattus contre 115 en 2005, 830 ont été tabassés ou torturés, 4 950 arrêtés, 8 600 licenciés. Nouveau quoi, déjà ?

**Hugues**
*Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste*

# Réflexions ferroviaires

***« Toute hiérarchie demande à être légitimée. Or, un lieu de travail, dans nos sociétés, n'est ni plus ni moins qu'une dictature totalitaire. Le travail est administré d'en haut, par quelques personnes; les autres, en bas, n'ont rien à dire. Il n'y a aucune démocratie là-dedans. Rien d'autre qu'une stricte hiérarchie de pouvoir, qui est aussi une hiérarchie de circonstances sociales, des revenus, du prestige et ainsi de suite. Je pense qu'on ne peut en fournir aucune justification, que cela n'existe que pour préserver les avantages de ceux qui sont en haut. Mais il est aussi frappant de remarquer combien la gauche n'adhère à cette idée qu'en paroles – car le fait est que les organisations de gauche sont souvent elles-mêmes hiérarchiques et autoritaires. »***
**(Norman Baillargeon)**



**Depuis plusieurs mois**, nous, ceux de la base des guichetiers, nous plaignons tous et toutes du fait que la hiérarchie ait durci le ton et qu'elle semble ne pas avoir à faire grand chose d'autre que se triturer les méninges pour voir comment nous mener une vie infernale. Autrement dit, à part sa fonction ostensiblement répressive, lequel d'entre nous est-il à même de décrire concrètement la fonction de ces petits chefs qu'en usine, sur une chaîne de montage, on ne taxerait pas pompeusement de « DPX », mais simplement de contremaître? N'empêche que, quelle que soit leur fonction, ils et elles nous font bien c… avec leur Caligo, leur tenue, leur CA, leur Train plus, leurs petites et grandes consignes, leurs petits et grands conseils, leur morale, leur sapage de notre moral, leur morgue et, *in fine*, leur flagrante inutilité. Par ailleurs, personne ne peut nier non plus qu'il existe une certaine aigreur, pour ne pas parler de colère chez beaucoup d'entre nous. Marre de tout ce que je viens de citer ci-dessus, d'autant plus marre que la paye ne suit pas (mais existe-il vraiment une bonne paye pour se faire mépriser?). Pourtant, alors que tout cela aurait dû, en toute logique, nous mener à des mouvements sociaux dignes de ce nom, rien ne semble émerger depuis une bonne douzaine d'années. Le but de ce texte n'est pas de jeter la pierre à l'un ou l'autre par rapport à cette situation (bien que certains soient sans doute plus blâmables que d'autres) mais de faire le point à quelques jours d'un appel à la grève qui, selon les bruits de couloir, serait suivi…

Que voulons-nous, pourquoi voulons-nous lutter, et quelles sont les revendications? Mieux, quelles sont les formes d'organisation que nous souhaitons impulser lors de ce mouvement? N'est-il pas possible d'imaginer s'organiser non pas contre les syndicats ou les partis présents dans la boite, mais à leur marge, à leurs bords, une manière de créer une bonne fissure dans un jeu de dupes fait de négociations s'arrêtant souvent au bout du nez syndical et sur le chemin desquelles nous avons tous et toutes oublié que l'une des revendications historiques de la classe ouvrière est bien de « s'émanciper » de tout travail salarié et de toute hiérarchie, de manière autonome. Or l'autonomie, sous une certaine forme, nous en bénéficions aujourd'hui, tout en n'en voyant pas les véritables avantages. Autrement dit, nous fonctionnons d'ores et déjà en autogestion dans les espaces de vente (sans parler des collègues qui travaillent dans les petites unités genre gare de banlieue et y compris, parfois, dans les boutiques…). Pourquoi? Parce que, dans le cadre de notre boulot, nous n'avons pas à demander à qui que ce soit de résoudre quoi que ce soit, et, dans le pire des cas, il suffit de se tourner vers un collègue plus confirmé: prise et fin de service, gestion des conflits avec les clients, de plus en plus « d'offres » aux guichets et la très prochaine explication du changement de bases tarifaire avec l'arrivée de Note's – et tout ça pour être récompensé par une dernière pub qui clame haut et fort que le TGV ne fait pas gagner du temps aux clients pour leur en faire perdre en faisant la queue aux guichets: nous sommes donc à leurs yeux des parasites à éliminer. Par contre, autant la hiérarchie nous a laissé de fait (car bien involontairement) une marge de manœuvre (de toute façon, ils et elles sont incapables de vendre un billet ou de résoudre un problème avec un client), autant ils et elles sont toujours derrière nous, à nous poursuivre de leurs petites mesquineries et… encaissent une paye non justifiée que l'on pourrait, par exemple, se répartir.

Alors, oui, au-delà de la juste revendication de retraites plus tôt pour toutes et tous (autre grande revendication historique de la classe ouvrière: la réduction continue du temps de travail), exigeons la suppression d'un management inutile (pas besoin de les virer, ils et elles n'ont qu'à redevenir guichetiers, voire même en gardant leur paye si ça peut leur faire plaisir, tant qu'ils et elles arrêtent de nous gonfler) et la possibilité de nous autoorganiser comme nous le voulons… et puis, appelons à ce que les différents corps de métiers de la SNCF fassent de même et réfléchissent à comment, concrètement, diminuer les strates hiérarchiques jusqu'à leur suppression définitive, jusqu'à la reprise en main concrète de la boîte par ses salariés. Appelons en définitive à la constitution de collectifs dans chaque gare, d'assemblées de travailleurs souhaitant, avant et après la grève, se poser et réfléchir sur l'avenir et sur l'ouverture de possibilités nouvelles. Refusons donc toute forme de cogestion et, surtout, gardons en mémoire que la SNCF est une entreprise hautement symbolique à divers titres et que se donner la possibilité d'influer de manière radicale sur le cours du prochain conflit social n'est pas dénué d'intérêt stratégique et tactique pour la suite du « quinquennat » de not' bon maître… Soyons durs aujourd'hui car, très bientôt, nous n'aurons plus rien à perdre.

**Un brav' gars cheminot**

# Bienvenue aux immigrés !

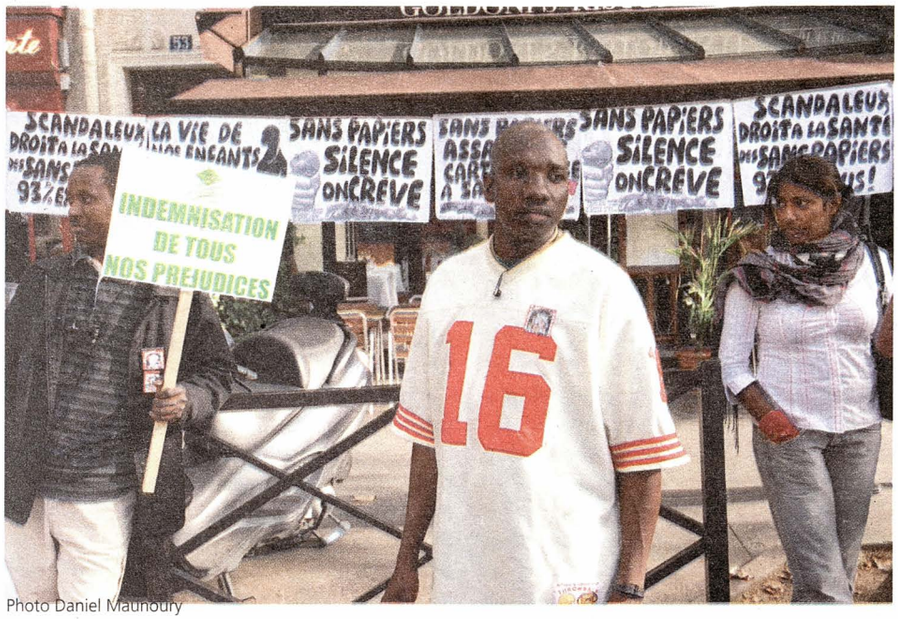


Photo Daniel Maunoury

**Fred**

*Fred milite au groupe de Besançon de la Fédération anarchiste*

**Le gouvernement est en train** de faire voter la sixième loi anti-immigrés depuis 2002 !

Le point central de cette loi s'attaque encore une fois au regroupement familial. Il faut croire que, pour ces politiciens, les immigrés, considérés comme des sous-hommes, n'auraient pas le droit de vivre avec leurs proches, leur famille, mais seulement de travailler dans les secteurs où l'exploitation est la plus franche (travail pénible, dangereux, mal payé…).

Les tests génétiques pour s'assurer que leurs enfants sont bien légitimes élèvent encore d'un degré le niveau d'ignominie. Tout d'abord, c'est une pratique d'exception appliquée aux immigrés. Ensuite, cela montre bien la conception qu'ils se font de la famille, aussi étriquée que leur idéologie, réduite à la filiation biologique, ignorant la construction sociale et affective de celle-ci. De plus, concrètement, il sera impossible financièrement de faire pratiquer ce test pour la plupart des candidats à l'immigration et il sera tout simplement inaccessible dans de nombreux pays. Enfin, on peut voir encore une fois que, lorsque les applications de la recherche génétique finissent entre les mains des politiciens, elles ne servent qu'au contrôle social des populations. Après les étrangers, qui seront les prochains « biomaîtriser » ? (D'ailleurs, aujourd'hui, de nombreuses infractions entraînent déjà l'obligation de prélèvement de votre empreinte génétique.) Les députés ont voté cet amendement sans trop rechigner et, oh ! surprise, les sénateurs ont fait la gueule. Encore un brin de conscience face à cet amendement un peu trop fascisant ou simplement leur vieille morale catho qui les appelle à sauver la famille… un peu des deux vraisemblablement. Quoi qu'il en soit, en plus des autres contraintes, la loi permettra de refuser le regroupement familial si ce test n'est pas effectué.

D'autres mesures font moins la une des médias et ne soulèvent pas l'indignation des politiciens de droite comme de gauche, comme celle qui restreint encore le droit d'asile (diminution de moitié du délai pour effectuer un recours après un refus de la commission qui examine les demandes). Les réfugiés politiques, des gens persécutés dans leur pays à cause de leurs opinions, ont bien compris que la France ne les accueillerait plus qu'au compte-gouttes et risquait de les renvoyer chez leurs tortionnaires. Aujourd'hui, ils tentent de passer les frontières d'autres pays pour sauver leur peau.

Dans cette loi, on trouve également l'autorisation de pratiquer des « statistiques ethniques ». Ils n'ont pas osé le mot race, mais dans leur délire de « quotas » et « d'immigration choisie », ces études devraient mener nos technocrates à sélectionner un pourcentage d'arabes, un autre de Noirs, un d'Asiatiques, etc. (eh oui, on fait un bond en arrière d'au moins un siècle !). En fait, cette pratique d'études statistiques est illégale, puisque ces études ne peuvent « se faire que sur la base du volontariat, de l'autodéclaration, de l'anonymat, et ne peuvent aboutir à la création de catégories ethno-raciales » (selon la Haute Autorité de lutte contre les

discriminations – la Halde –, qui dit « s'inquiéter », ce qui ne nous rassure pas…).

Pour finir, sans détailler toutes les mesures discriminatoires et liberticides, en voici quelques autres. L'obligation de parler français avant d'arriver en France confine à l'absurde (nos ascendants, arrivés en France le siècle dernier, ne connaissaient souvent que quelques mots de français et cela suffisait pour aller bosser à l'usine…).

Quant au baratin sur les valeurs de la République que les candidats à l'immigration doivent ingurgiter ou la signature de « contrat d'intégration », il montre bien l'éternelle suspicion envers les étrangers, population qu'il faudrait toujours « civiliser ».

Ainsi, pataugeant dans le climat raciste et anti-immigrés qui règne en France, développé et entretenu par tous les gouvernements précédents, Sarkozy et sa bande enfoncent le clou de la politique xénophobe de l'État.

De loi en loi, nombreux sont ceux et celles qui n'ont pu renouveler leur carte de résident. Ils ont perdu leurs droits, sont devenus expulsables, alors qu'ils avaient construit une partie de leur vie ici. C'est bien l'État qui en a fait des clandestins, qui les a « invisibilisés », et a rendu leur vie plus difficile et plus précaire.

Ces lois permettent d'accentuer la pression sur les étrangers qui vivent en France, qu'ils soient avec ou sans papiers.

La législation sur l'immigration permet aussi au gouvernement de flatter un électorat raciste et semble satisfaire une part de la population nourrie, au fil des années, par des politiciens de tout bord et leur porte-voix médiatique d'une tambouille propageant le mythe de l'invasion par des hordes d'immigrés polygames, intégristes, terroristes en puissance… version franchouillarde de la théorie nauséabonde du « choc des civilisations ».

La lepénisation des esprits a fait son chemin et le programme d'un fasciste comme Le Pen peut être appliqué en partie par un « gouvernement républicain », comme ils disent. Tout le discours sur l'immigration et les immigrés est sous-tendu par l'idée qu'ils seraient un poids pour le pays, une contrainte, un danger. C'est là la vieille méthode du bouc émissaire : pointer du doigt une fraction de la population comme responsable, en vrac, du chômage, de la précarité, de l'insécurité, etc.

Cela contente également un patronat de tendance esclavagiste, avide de travailleurs dociles, les étrangers avec ou sans papiers étant une main-d'œuvre largement exploitée dans le bâtiment, le nettoyage ou la restauration par exemple. Main-d'œuvre marchandise qu'il suffirait de jeter après usage… tout en jouant la concurrence entre travailleurs.

Nous en sommes donc là, avec un ministère des expulsions qui produit un discours purement administratif et technique à base de chiffres à atteindre, tentant par là de cacher la réalité des drames humains que cette politique engendre quotidiennement. Le sinistre Hortefeux exhorte ses troupes à remplir les camps de rétention, puis les charters, et les policiers « font leur travail », « obéissent aux ordres », comme de tout temps, sous tous les régimes. Mécanisme bien connu de la soumission à l'autorité qui ne saurait les dédouaner de leur responsabilité (est flic qui le veut bien !). Un texte de loi, même lorsqu'il est particulièrement puant, est toujours en deçà de sa traduction bien concrète dans l'action de la police. Alors aujourd'hui, pour faire le chiffre qui permettra d'avoir son su-sucre, il faut aller au charbon : faire des descentes dans les foyers d'immigrés ou les hôtels miteux, attendre à la sortie des écoles ou bien débarquer au domicile à « l'heure du laitier » pour être sûr d'y trouver quelqu'un, et tabasser tous ceux qui s'opposeraient à leur pratique. Vicieuses, des préfectures envoient des convocations bidons pour interpeller la personne qui croit encore peut-être en une certaine justice. Zélé, un recteur d'académie demande aux directeurs d'école une liste des enfants non français. Efficace, la police pratique la rafle, c'est-à-dire le bouclage d'un territoire pour y effectuer des contrôles d'identité (au faciès forcément, illégal mais bon…) et embarquer collectivement les dangereux sans-papiers. Rafles qui, pour être légales (si, si, c'est possible), seront prescrites par un procureur tout aussi professionnel que ces braves « forces de l'ordre ».

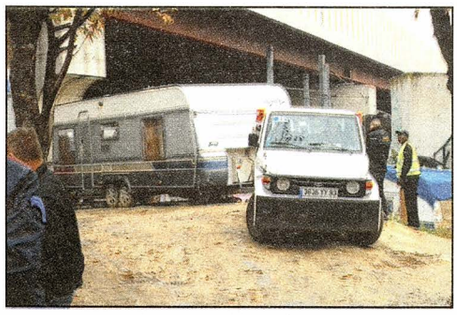
La réalité quotidienne de milliers de personnes, c'est donc de vivre dans la peur de l'expulsion. Tandis qu'une part de la population vit dans la peur de l'Autre.

Les lois anti-immigrés n'empêcheront jamais celles et ceux qui fuient la misère, la guerre, un avenir sans espoir, de tenter de s'installer ailleurs. Mais, faut-il le rappeler, la majorité des migrations se font entre « pays du Sud ». Pour que les populations ne fuient plus les territoires qu'elles habitent, il faudrait qu'elles puissent y vivre, tout simplement.

La responsabilité des États les plus riches est immense dans les désastres humains qui concernent des continents entiers. Aujourd'hui, alors que Chirac, parrain de la Françafrique, a quitté le pouvoir, qu'en est-il des relations mafieuses qu'entretiennent les amis patrons du nouveau chef d'État avec les pires régimes d'Afrique ? Ce n'est certainement pas l'obsédé du pouvoir actuellement à la tête de l'État, ami des Ben Ali et Cie, qui desserrera l'étau des relations occultes entre dictateurs africains et élites économiques, politiques et militaires françaises. Ces relations néocoloniales permettent encore et toujours le pillage des ressources de ces pays et étouffent le développement économique et social comme l'émergence des libertés les plus fondamentales.

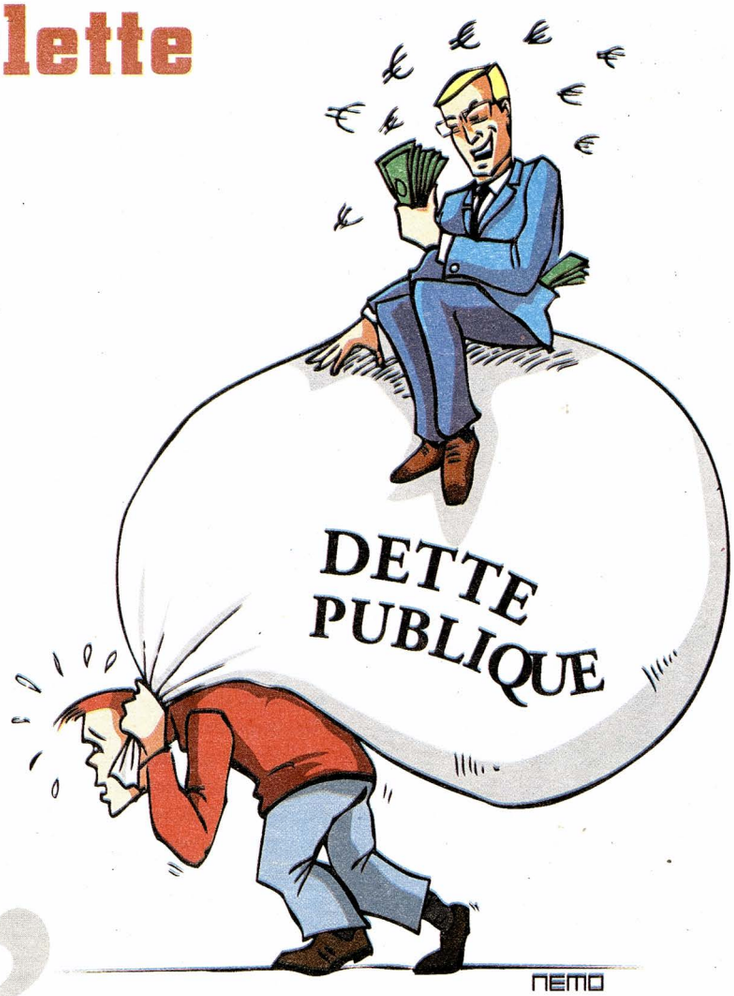
Parce que les gouvernements veulent nous diviser et nous enfermer derrière leurs frontières, notre réponse politique est de se battre pour la liberté de circulation et d'installation.

F.



Expulsion des roms de Saint-Denis
Photos Daniel Maunoury

# La dette est blette




Jacques Langlois

**L'APPAREIL D'ÉTAT TSARKOZYSTE,** tel le père Ubu, nous rebat les oreilles avec la pompe à phynances en faillite. Il y a environ 1 200 milliards de dette publique, à laquelle le banquier Peyrelevade (c'est amusant qu'on commande un rapport sur la dette à un dirigeant financier qui y a le plus grand intérêt ; c'est comme si on demandait à un pyromane de pondre une étude sur les incendies de forêt) a généreusement ajouté 800 milliards de droits acquis à retraites.

On oublie de signaler que les retraites par répartition seront servies sur des décennies et ne constituent pas une dette à l'instant T, comme celle de l'État, car il n'y a pas d'emprunt sauf pour la différence, inquiétante en effet, entre les rentrées de cotisations et les sorties du service des retraites. Elles sont un flux et non un stock. On néglige donc de dire que pour servir les retraites il y aura en même temps les recettes des cotisants. On oublie de dire que dans un PIB augmentant, notamment grâce aux progrès de productivité pouvant être supérieur à l'accroissement des dépenses, le poids relatif des dépenses sociales peut ne progresser que de façon compatible avec le progrès économique. Il ne faudrait donc parler que du solde entre sorties et rentrées pour les retraites, actualisé sur au moins cinquante ans compte tenu de l'évolution du PIB et des salaires. C'est un bon exemple de truquage des chiffres aux fins de propagande idéologique. Car, en outre, si les retraites constituent une vraie dette, c'est uniquement dans les régimes de capitalisation. Le Royaume-Uni devrait effectivement rajouter ainsi 700 milliards de livres aux 645 milliards de dette publique qu'il se contente d'afficher, capitalisation à laquelle il faudrait s'abandonner pour financer nos chères entreprises.

Pour revenir à « l'énormité de la dette », les actifs de l'État, non pris en compte, sont estimés à 540 milliards, le tout devant venir normalement en déduction de la dette publique affichée par nos excellences. Dans les actifs, il faut compter les participations de l'État ; par exemple celle au capital d'EDF, qui représente plus de 130 milliards en 2007, ou au capital de France Télécom, pour 15 milliards. Il faudrait tenir compte en plus de l'immense parc immobilier de l'État (40 milliards, dit-on, mais c'est sûrement grossièrement sous-évalué), que du reste le gouvernement s'emploie à brader à hauteur de 600 millions par an. M. Roussely, apparatchik socialiste, ex-PDG d'EDF, avait déjà fait le coup en vendant les immeubles de l'entreprise (7 milliards de francs) pour financer ses rachats d'entreprises à l'étranger, ce qui transformait la boutique en locataire de ses locaux, ce qui évidemment coûtait plus cher.

Une grosse partie de ladite dette publique (environ la moitié) est détenue par les épargnants français, pour lesquels les intérêts forment un revenu hélas payé par les contribuables, ce qui est quand même moins dangereux que si elle était possédée entièrement par l'étranger. D'autant plus que l'épargne française représente dans les 17 % du revenu, ce qui permettrait amplement de financer l'amortissement de ladite dette. Rappelons que de plus en plus ce sont la Chine, l'Inde et le japon qui détiennent la dette publique nord-américaine pour, en contrepartie, y vendre leurs produits. Ces pays, cependant, pourraient se raviser si le dollar continuait de baisser relativement à l'euro. De plus, l'endettement n'est pas si honteux lorsqu'il est consacré à l'investissement dans des infrastructures d'avenir, de la recherche, de la formation. Cependant, depuis vingt-cinq ans, la France s'endette pour payer ses seuls frais de fonctionnement et les cadeaux fiscaux aux plus riches... Lesquels, déjà détaxés en IRPP, cotisations sociales et ISF, en profitent pour souscrire des titres de dette de l'État et en toucher les intérêts, ce qui fait qu'ils palpent deux fois aux frais des contribuables, saturés d'impôts indirects (TVA, TIPP, etc.). Enfin, prétendre que l'on assassine les générations futures avec la dette, cela afin de culpabiliser les Français qui ne sont pourtant pas responsables des énormes gaspillages de l'État et des collectivités locales, c'est oublier qu'ils laissent aussi à leurs héritiers un énorme capital accumulé au cours des siècles. Les déclinistes français montent en épingle l'exemple britannique. Or le Royaume-Uni vit à crédit et est le lieu privilégié de la spéculation financière internationale. Qui plus est, il a du pétrole et du gaz en mer du Nord. Les actifs de la Grande-Bretagne sont largement surévalués (ce sont des actifs financiers dont la valeur réelle est non calculable et très volatile), comme la livre sterling, ce qui mettrait son PIB réel en dessous de celui de la France si l'on calculait les choses correctement. De plus, le Royaume-Uni est infiniment moins riche que la France en monuments, en bâtiments et en terres, ce qui devrait être compté dans la richesse d'un pays. En bref, rapportée à la valeur objective de ses actifs non imaginaires, la dette britannique est infiniment supérieure à la française et, surtout, elle n'est pas gagée sur quoi que ce soit de réel.

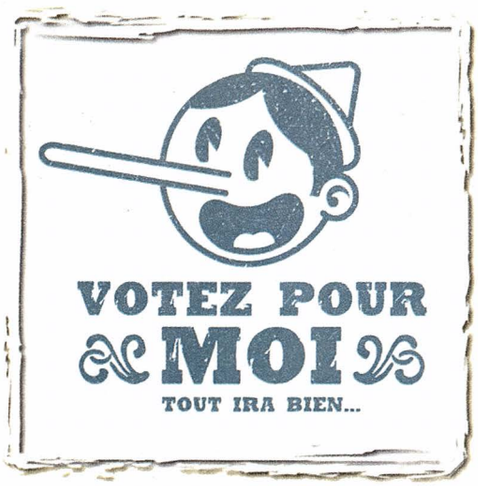
Par ailleurs, si l'on considère l'ensemble de la dette, publique et privée, la France doit dans les 4800 milliards d'euros mais est créancière pour 4900. La France ne doit donc rien à l'étranger... pour l'instant, car la balance commerciale ne cesse de se dégrader, ce qui entraînera à plus long terme un déficit de la balance des paiements et donc l'apparition d'un solde de plus en plus négatif entre les dettes et les créances de la France. On en est encore assez loin, n'en déplaise aux spécialistes du déclinisme français.

On se demande pourquoi ceux qui maintenant veulent affoler les Français avec la prétendue énormité de la dette et la menace de faillite du pays n'ont rien fait auparavant pour la circonscrire et la diminuer. Tout au contraire, ils n'ont fait que l'augmenter en permanence, tous gouvernements confondus, notamment avec de multiples cadeaux fiscaux aux plus riches et aux entreprises (baisse des cotisations sociales patronales, baisse de la taxe professionnelle). De ce point de vue, la présidence Tsarkozy n'introduit aucune rupture; elle continue sur la lancée.

La réponse est double: d'une part, l'augmentation de la dette permet un double cadeau aux riches (les exonérer d'impôts et leur servir des intérêts sur les bons et les obligations assimilables du Trésor); d'autre part, elle est délibérément voulue. Sur ce volet, il s'agit tout simplement de la stratégie du pire: rendre l'État et la Sécurité sociale insolvable pour que ses dirigeants puissent enfin imposer un plan draconien de redressement, plan qui permettra de supprimer tout financement collectif des choses, tous les services publics, les retraites par répartition, la Sécurité sociale, le droit du travail, etc., au profit de financements privés (des écoles, des universités, de la protection sociale, de l'énergie, de la poste, etc.). Reagan avait initialisé cette stratégie dans le plus pur style du néolibéralisme qui ne connaît que la propriété privée et le contrat commercial. Bush fait de même et vient d'utiliser son droit de veto à une proposition d'assurances sociales pour les enfants démunis, toujours au nom du même néolibéralisme qui refuse toute assistance publique aux pauvres. Il reste l'assistance privée, pas recommandée, mais le néolibéralisme ne saurait empêcher que des riches aident les pauvres en tant que charité privée que la loi ne peut interdire, sinon la liberté des charitables serait limitée par une horrible interdiction étatique. Pas si néo que ça car cela ressuscite Malthus, Bentham, Spencer et Pareto: le premier a dit que les pauvres baisaient trop, ce qui les rendait responsables de leur misère; le deuxième a prétendu que le sacrifice des pauvres contribuait au maximum de bonheur de la société; le troisième a affirmé que la sélection naturelle des plus aptes éliminait les pauvres et que c'était tant mieux; le quatrième a établi que l'optimum résidait dans le fait que, par rapport à une situation inégalitaire de départ, la situation d'équilibre n'enlevait rien aux pauvres [optimum dit de Pareto]. Le tout postule qu'il ne faut pas assister les pauvres, car ils sont responsables de leur situation.

Voilà donc pourquoi votre fille est muette et pourquoi les gouvernants persévèrent dans le machiavélisme, la perversité, le sournois et le mensonge qui consistent à aggraver les choses en catimini et à en rendre le peuple responsable, sans aucune vergogne! Vieille pratique nazie, fasciste et bonapartiste comme avec Tsarko Ier: foutre la merde pour désespérer le peuple qui finit ensuite par appeler un sauveur.

J. L.



# La caisse noire du Medef ou l'art de fluidifier en liquide

**Où l'on feint de redécouvrir que le vertueux patronat français et autres milliardaires donneurs de leçons ne sont jamais que de vulgaires voleurs, une fois de plus pris la main dans le pot de confiture.**

**Longtemps, l'UIMM** (Union des industries et métiers de la métallurgie) a voulu se faire passer pour une banale succursale du Medef. Las! En réalité il s'agit non seulement de la plus puissante fédération patronale de France, mais encore de la plus ancienne. Héritière du Comité des Forges, de sinistre mémoire, par le biais duquel les Schneider et autres de Wendel s'attelèrent à fédérer le patronat français, c'est tout naturellement qu'elle en dirigea longtemps les instances. Jusqu'en 2005 et l'avènement de la Parisot, aucun président du CNPF (Conseil national du patronat français) puis du Medef ne put être élu sans l'aval de l'UIMM. Tout aussi naturellement, l'Union prit l'habitude de gérer le dialogue social au nom de ses pairs, de manière monopolistique et un tantinet occulte. Question de culture, d'histoire. Jusqu'à la création du Medef en 2000, personne, au sein du patronat, n'osa remettre en question cette prérogative. Il y a quelques jours encore, le président de l'Union dirigeait les négociations engagées entre le patronat et les organisations syndicales concernant le marché du travail. Son nom? Denis Gautier-Sauvagnac, dit DGS. Autrement appelé celui par qui le scandale arrive.

Au départ, pour les juges du parquet de Paris, il ne s'agissait que d'enquêter sur quelques retraits en liquide qui paraissaient suspects. Au final, le total de ces retraits s'élèverait à 17 millions d'euros « au moins ». Une paille. D'où venait l'argent, où allait-il? À la première question, il est relativement facile de répondre: il s'agit, pour l'essentiel, de cotisations volontaires versées par les membres de l'UIMM afin d'alimenter une sorte de caisse noire, dite également caisse antigrève. Créée en pleine guerre froide, cette caisse était censée aider les chefs d'entreprise à résister aux syndicats rouges lors des conflits sociaux, ainsi qu'à « fluidifier les relations sociales », selon la formule employée par DGS lui-même. Un véritable trésor de guerre, aujourd'hui estimé à 160 millions d'euros... Là ce n'est plus une paille, plutôt une botte de foin. Mais à qui profitait cette manne? Qui cherchait-on à « fluidifier »? Les syndicats, bien sûr, se défend le Medef. Selon Yvon Gattaz, ancien dirigeant du CNPF, « il est de notoriété publique que cet argent, donné de la main à la main, servait à financer les syndicats. » A voir. Certes le principe de l'enveloppe, de la « prime de fin de négociations », remise à certains représentants syndicaux s'étant montrés particulièrement coopératifs, n'est pas une découverte. Certes magouilles et dérives financières n'ont pas plus épargné les grandes centrales syndicales qu'elles ne le firent des partis politiques. De là à imaginer, comme le

fait Gattaz, un patronat mécène des syndicats... En réalité cette fable, si on se prenait à y croire, permettrait au Medef de noyer le poisson dans un seul et même bain où se retrouveraient confondus syndicats et entrepreneurs, partageant une même faute, un même fardeau, lequel semblerait subitement moins lourd aux épaules de l'organisation patronale. Mais cruelle est la réalité, qui tient en quelques mots: les valises blindées de billets sortaient de chez DGS, lequel est pour l'heure bien en peine de justifier leur destination, l'affaire ne concerne que le patronat et le reste est pure calomnie. Accusations gratuites, faisant dans un second temps office de paravent derrière lequel on planque cette autre vérité: le personnel politique, auprès duquel le Medef exerce un lobbying puissant, profite lui aussi des largesses patronales. D'antiques sénateurs savent encore narrer les fumeuses séances et « amendements de nuit de l'UIMM », ou encore ces expéditions, rue de Panthièvre à Paris, où se trouvait un bureau de l'Union et où ils se rendaient pour réceptionner leur enveloppe. C'était avant les virements électroniques, mais le patronat, respectueux des traditions, semble encore tenir à la très symbolique liasse de gros biffetons. De cela, DGS et ses sbires ne disent mot, par pudeur certainement. Ou pour ne pas embarrasser une majorité qui travaille pour eux? Mince alors, imaginez donc qu'elle se fâche... Et ce brave Sarkozy, petit représentant du patronat, mais qui en ce moment porte la loose comme une rose à la boutonnière, s'il lui venait l'idée de faire, comme on dit, un exemple? Que nos braves patrons se rassurent: il tient trop à sa semaine de yacht et à ses amis milliardaires pour risquer une grosse colère. Il sait de quel côté du manche il se trouve. N'a-t-il pas promis de simplifier le droit des affaires, de le réduire à sa plus simple expression? Bien sûr, ce nouveau scandale tombe mal, deux semaines après celui d'EADS, c'est fâcheux, cela risque de retarder de quelques mois cette nouvelle réforme (après les municipales? évidemment). Mais cela ne risque guère d'entacher les relations de franche camaraderie unissant patronat et monde politique, les seconds n'aspirant qu'à être au service des premiers. En attendant elle a bonne mine, la clique des donneurs de leçon, les empêcheurs de chômer en rond et autres affameurs. Pris la main dans le sac, le patronat français ne fait jamais que montrer au grand jour son visage véritable: celui d'une bande de vauriens, de délinquants sans foi ni loi, que la justice épargnera tout de même, parce que trop occupée à traquer le crime, le vrai, au pied des tours de banlieue.

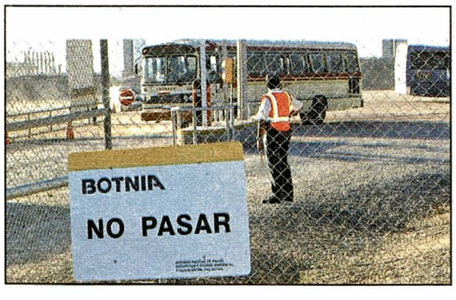
**Boniface Bildeberg**

# Uruguay

# Assemblée régionale contre les pasteras [1]

**Texte Publié le 3 octobre 2007, par Lavaca; Lavaca est une coopérative de travail créée en 2001 en Argentine, dans le dessein de créer des outils d'information et de liens à propos de l'autonomie des personnes et des organisations sociales.**

Lavaca




DIMANCHE PROCHAIN, à Nueva Palmira, en Uruguay, la formation d'une Assemblée régionale va se concrétiser qui réunira des mouvements citoyens comme celui de Gualeguaychú et des organisations sociales et de producteurs uruguayens. Il n'y aura ni partis politiques ni ONG dans cet « Uruguaychú » qui non seulement veut poser la question du respect de l'environnement, mais aussi remettre en cause le modèle de développement fondé sur les pasteras, la monoculture et l'appauvrissement social dans l'Acuífero Guaraní [2].

« J'ai toujours dit à mes amis en Argentine que, sans la partie uruguayenne, jamais Botnia [3] ne s'en irait. Je crois que des actions très importantes contre Botnia et Ence vont se décider à l'Assemblée de dimanche. » Víctor Cardona est uruguayen, producteur de laitue, il vit près de Mercedes et est un de ces centaines de citoyens qui ont commencé une mobilisation sociale en Uruguay, nommé Uruguaychú par la revue MU, qui décrit aussi la préoccupation causée par la réinstallation de la pastera espagnole Ence dans le département de Colonia. Cette pastera est partie de Fray Bentos grâce à la mobilisation de Gualeguaychú, mais a secrètement acheté des terres en Conchillas. Sur les routes du département de Colonia des pancartes commencent à apparaître: « Dehors Ence » est l'un des plus doux slogans. Tandis que la pastera Botnia annonce qu'elle est prête à produire et qu'à Fray Bentos on commence à comprendre qu'on est tombé dans un piège, une petite ébullition se prépare pour dimanche (« petite mais bien plus importante que n'avaient espéré les plus optimistes », précise Victor), dénommée Assemblée régionale Argentine-Uruguay, pour nos rivières, pour notre terre, et pour notre futur.

Une autre facette du problème vient du choc qu'il y a eu entre les mouvements sociaux et les ONG de protection de l'environnement, quand ces dernières ont rejeté toute rencontre avec les « activistes argentins », dénomination absurde des participants à l'Assemblée de Gualeguaychú. Cardona a dit à Lavaca: « Je crois que les ONG ont un rôle, mais elles ne peuvent vouloir gérer les mouvements sociaux. Avec ce genre d'attitudes, elles finissent par être plus utiles pour le gouvernement que pour la société. Cette Assemblée est quelque chose d'inédit en Uruguay et il va falloir aussi discuter de comment créer des organisations indépendantes des partis politiques, car ceux-ci ne feront jamais ce que nous pensons. »

## Nationalisme de droite

Dans le texte d'appel, on cite le poète uruguayen Aníbal Sampayo: « Le fleuve et l'histoire nous ont unis et le chauvinisme ne nous sépare pas, car le chauvinisme n'est rien de plus qu'un nationalisme de droite. »

Parmi les organisations qui appellent à l'assemblée, on compte, entre autres, les Productores de Colonia Agraciada, Soriano, Movitdes de Fray Bentos, le Syndicat des travailleurs de la forestation de Rivera, les Assemblées de Gualeguaychú, Concepción del Uruguay, Colón, le Movimiento 10 de Septiembre de 1815 (des paysans de

Tacuarembó qui occupent des terres), le Movimiento de Trabajadores Desocupados (MTD, Mouvement des travailleurs sans emploi) de Solano (Argentine), le Frente Darío Santillán (Argentine), le Grupo Sierras de Rocha (de l'est de l'Uruguay, où une autre usine de cellulose, portugaise, est déjà en train de s'installer aux sources des fleuves). La réunion se veut un premier pas vers l'organisation régionale en assemblée, via le dialogue et les échanges.

L'interview de Víctor Cardona par Lavaca permet d'avoir un point de vue uruguayen sur quelques points de l'ordre du jour de la rencontre.

**Comment décririez vous cette Assemblée régionale qui va naître dimanche?**

Nous avons pris conscience, avec différentes organisations, qu'ensemble nous pouvions faire quelque chose. Chacun des participants est confronté à la même problématique et combat le même ennemi. Ce n'est qu'en nous unissant qu'on pourra l'arrêter. C'est pour cela qu'il y a plus d'adhésions que prévu, et cela vise à dépasser les querelles de chapelle. Cela est inédit en Uruguay. L'étape suivante consistera à discuter du fait qu'il faille s'organiser indépendamment des partis politiques, qui ne vont jamais nous prendre en considération, ni faire ce que nous pensons et disons. J'ai été le fondateur du Front large (Frente Ámplio), en 1971. Mais maintenant, tu commences à te rendre compte que ces trente ans de lutte ont amené les gens au « mauvais endroit ». Je pense qu'il faut avoir des organisations de base, autonomes, horizontales, pour qu'apparaisse l'autogestion.

**Quel est ce « mauvais endroit »?**

Celui où l'on a un rôle passif, où l'on vote tous les cinq ans pour des gens dont on croit qu'ils vont faire ce qu'on dit et pense. Mais non, au contraire, tout ce qu'ils font visent à garder leur poste au gouvernement. Le vote n'est pas adéquat. Ce qui se passe partout dans le monde avec le système représentatif montre qu'en réalité il faut que chacun soit son propre représentant.

## La région de l'Aquifère

**Pourquoi cette éruption de mobilisation en Uruguay en ce moment?**

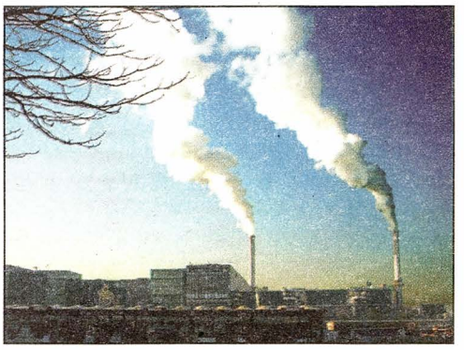
Je pense que chaque région, chaque peuple, a besoin d'un temps pour mûrir. Nous ne sommes pas encore mûrs, nous sommes encore verts, mais le fruit est en train d'apparaître. Je crois que nous avons encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir parler d'organisation horizontale et autogérée. Mais le fait de briser la frontière est une chose extrêmement importante pour moi. Savoir qu'il n'y a qu'un seul monde, un seul être humain, avec ses particularités, dans chaque région, qu'il faut respecter.

**Quelle est cette région-ci?**

Je parlerai directement de l'Acuífero Guaraní. Ce qui représente le Sud du Brésil, la partie littorale de l'Uruguay et de l'Argentine, et une partie du Paraguay. Car dans cette région, on est tous plus ou moins confrontés à la même problématique.

Votre questionnement est-il écologique?

Non, je ne pense pas qu'on puisse résoudre les problèmes écologiques sans changer le système, le modèle de développement. On ne peut pas parler d'un système durable et respectueux de l'environnement avec ce capitalisme qui ne se préoccupe que de ses profits comme il l'a toujours fait. Dans ce sens cette rencontre est importante, et je crois que les gouvernements devraient en prendre note. Ici se réunit une palette représentative de presque toute la population d'Uruguay. Il y a des pro-



ducteurs, des gens de la récupération de terres de Tacuarembó. Là-bas il y a cette problématique car il s'agit du département le plus riche en forêt et qui fournit en bois les usines de cellulose. à Rocha aussi, ils ont le même problème avec la politique des agrotoxiques, de la déforestation, le thème de l'eau et des usines de cellulose comme Portucel, qui sont en train de s'installer aux sources des fleuves qui justement fournissent en eau la ville de Rocha. [Cardona raconte qu'à Mercedes le manque d'eau provoqué justement par la monoculture d'eucalyptus a obligé la mairie à répartir l'eau grâce à des camions dans les campagnes.] C'est ce qui explique cet autre fait inédit: tout a commencé à l'intérieur des terres; c'est l'une des rares fois qu'une mobilisation de ce type ne naît pas à Montevideo. Je crois que c'est à l'intérieur qu'on ressent le plus clairement l'agression des multinationales.

**Pourquoi les ONG environnementalistes uruguayennes ont-elles refusé une rencontre avec les assemblées argentines?**

Je crois que les ONG ont un rôle, mais quand elles cherchent à gérer les mouvements sociaux, elles font beaucoup de mal. Je dirais que, pour ce type d'étapes, elles sont plus utiles au gouvernement qu'aux organisations sociales.

**Pourquoi le font-elles?**

Parce qu'elles vivent avec le pouvoir. En s'en différenciant, certes, mais elles vivent avec. Moi je n'irais pas discuter avec le gouvernement de la loi d'ordonnance territoriale et de l'environnement, car je sais comment ça finit. Elles, elles y vont. Je crois qu'il ne faut pas ce genre de participation, mais lutter contre une loi du gouvernement dont on sait à qui elle bénéficie. Dans ce cas, elles n'ont même pas répondu à l'invitation pour participer à l'Assemblée. C'est là qu'on voit de quel côté elles sont. C'est leur survie qui se joue. Si on trouve une meilleure façon de lutter ensemble, elles perdent leur poids.

**Qu'est-ce qui peut naître de cette rencontre?**

L'organisation et le développement de différentes actions. Le 1er décembre on prépare quelque chose à Tacuarembó contre la forestation, mais pas de façon fermée, intellectuelle ou académique, c'est quelque chose à ciel ouvert, un refus et un rejet total.

**Botnia provoque-t-elle des dégâts du côté uruguayen?**

à Fray Bentos on est déjà face au problème du chômage, avec l'usine presque finie qui vire tous les ouvriers. Un autre aspect social a été que des problèmes comme l'alcoolisme ou la prostitution, y compris infantile, n'ont fait qu'empirer. Il y a eu un rapport sur l'augmentation des cas de VIH due à cela, que le gouvernement a occulté. Mais maintenant que les ouvriers partent, ils commencent à parler des problèmes de Botnia. Vous avez interviewé des ouvriers dans « Mu » qui racontaient tout ça, mais maintenant la question de la pollution et des acides qui se répandent dans le fleuve commence à être vox populi. Botnia est en train de faire des perforations, et on ne sait pas pourquoi. Beaucoup de gens s'inquiètent. Il y a aussi moins de répression sociale et d'autocensure qu'avant. Maintenant nous allons voir ce que nous pouvons commencer à discuter et décider.

L.

---

1. Grandes usines à papier.

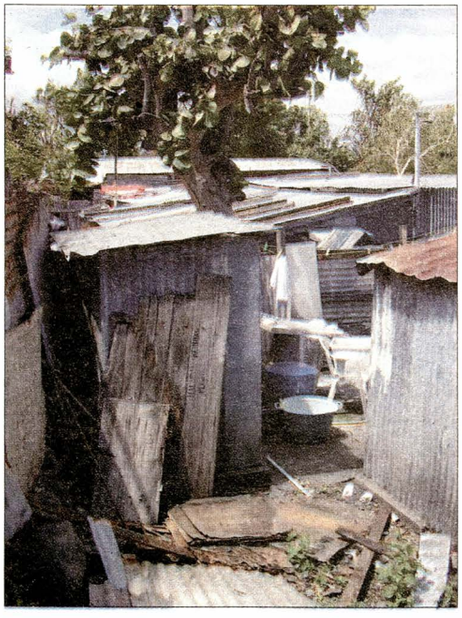
2. Le « sistema acuífero guaraní » (système aquifère guarani) est l'un des plus grands réservoirs d'eau souterraine au monde. Il s'étend sur environ 1 190 000 km2 (une superficie supérieure à celles de l'Espagne, la France et le Portugal réunis), entre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay.

3. Usine à papier finlandaise, cherchant à s'implanter.

# Bidon, pluriel de ville

**1- Le brillant critique urbain** Mike Davis, déjà auteur de *City of Quartz, Los Angeles, capitale du futur*, et de *Contrôle urbain, l'écologie de la peur*, a écrit un texte traduit et publié par les éditions Ab Irato; *Planète Bidonville* (10 euros). Comme dans ses précédents livres, Mike Davis y dévoile un avenir peu réjouissant. Ici, il accuse l'explosion démographique et l'intensification planétaire de l'exode rural qui auront, et ont déjà, pour conséquence la création d'océans de bidonvilles. Ah, les belles prédictions dans les années soixante-70 d'Hermann Kahn et d'Alvin Toffler; Ah, les jolies mégalopoles, galaxies de création, ruches d'activité, planètes miniatures sur la planète! Mégapoubelles plutôt, mers de tôle de ondulées, golfes de sentiers boueux, baies de cabanes sans toilettes, sans eau courante, mais abondamment fournies en criminels, en maquereaux, en orphelins, en malades, en analphabètes.

A froid, là, dites-moi quelles sont les mégalopoles de la planète? Tokyo-Osaka, Shangaï, Mexico, Calcutta, Los Angeles, New York-Boston, Londres, oui, très bien. Mais vous oubliez qu'en 2025 Djakarta comptera 25 millions d'habitants. Dacca, idem. Karachi, 26 millions. Sans qu'on sache ce qu'il adviendra des 33 millions d'habitants prévus pour Bombay. Et vous oubliez Pékin-Tientsin. Et les 10 millions d'habitants de Lagos, mais là vous avez des excuses; parce que « Lagos n'est que le plus gros noyau d'un couloir de bidonvilles de 70 millions de personnes qui s'étire d'Abidjan à Ibadan: sans doute la plus grosse empreinte continue de la misère urbaine sur terre ».



Et vous ne savez pas qu'il y a plus d'habitants, et bien plus jeunes, à Ouagadougou qu'à San Francisco, à Antananarivo qu'à Manchester. Vous oubliez encore l'explosion de Bangkok, Khartoum, Dar es-Salam, Lima, Tijuana, Delhi. A Sao Paulo, les riches, réfugiés dans les gratte-ciel, commencent à se déplacer en hélicoptère de toit en toit pour diminuer les risques de kidnapping. Au Caire et à Phnom-Penh, « les nouveaux arrivants squattent ou louent des espaces sur les toits, créant des bidonvilles en l'air. ».

2- 400 villes dans le monde dépassent le million d'habitants. « La population urbaine actuelle, 3,2 milliards, est supérieure à la population mondiale de 1960. Entre-temps la population rurale a atteint son maximum, 3,2 milliards, et va commencer à décroître à partir de 2020. En conséquence, les villes absorberont la totalité de la croissance démographique mondiale, qui devrait culminer à 10 milliards d'habitants en 2050. » La majeure partie de la croissance des villes est due à la croissance des bidonvilles. Selon les Nations Unies « la pauvreté urbaine dans le monde pourrait atteindre 45 à 50 % de la totalité des populations vivant dans des villes ». Pour l'instant, en Éthiopie, on en est déjà à 99,4 % de la population urbaine vivant dans des bidonvilles. De même au Tchad. On respire en Afghanistan, la proportion chute à 98,5 %. C'est le luxe au Népal, avec 92 %. « On compte 250000 bidonvilles sur la planète. Les cinq plus grandes métropoles de l'Asie du sud, Karachi, Bombay, Delhi, Calcutta et Dacca comptent à elles seules 15000 bidonvilles distincts. »

3- Comme d'habitude, la pauvreté des uns fait la richesse des autres. En sus d'approvisionner en permanence ce que Marx appelait avec justesse « l'armée de réserve du capitalisme », qui permet d'empêcher les salaires de s'élever, les bidonvilles enrichissent directement les trafiquants de drogue, qui disposent grâce aux bidonvilles d'un marché et d'un réservoir de passeurs, d'hommes de main, de tueurs. C'est ce que démontre *Les Enfants de la deuxième agonie* le deuxième texte du volume. Bruno Bachmann y répond en outre à quelques commentaires désagréables de Mike Davis sur l'anarchisme.

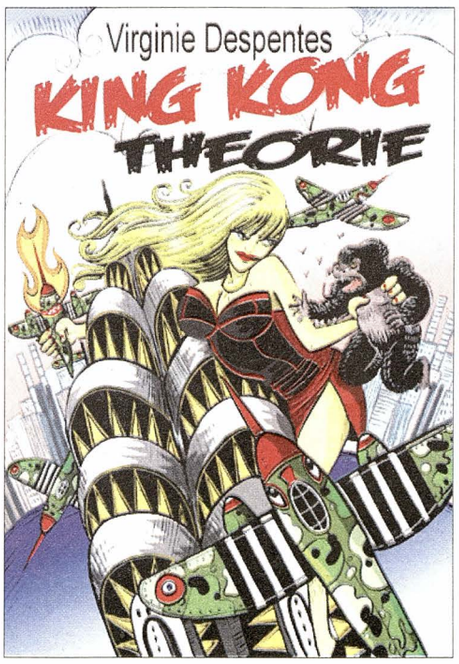
Dans un nombre de plus en plus élevé de des mégalopoles citées plus haut, il devient impossible de distinguer entre la police et les trafiquants. Traditionnellement, la police était simplement corrompue par les trafiquants. Mais l'évolution influence toute chose, et jusqu'aux cerveaux policiers. Après de longues années de stupidité, les policiers du Tiers-Monde ont enfin compris qu'ils pouvaient se passer des trafiquants et prendre la haute main, ou faire main basse, sur de si profitables activités. En Corée du Nord, au Turkménistan, l'Etat, selon les directives de son Chef, s'est même assuré le contrôle total de l'import-export. Admirons la franchise du Turkmenbashi et du Grand Leader Inspiré.

**Nestor Potkine**

# Refuser l'assignation genrée

**Caroline Granier**

*Caroline milite au groupe La Rue de la Fédération anarchiste*




KING KONG THÉORIE est le genre de livre qu'on conseille sans réserve, qu'on lit et relit – et cela même si on n'est pas toujours complètement d'accord avec l'auteure. C'est un livre à la fois percutant, vivifiant et sincère, écrit dans un style détonant: une fois le livre commencé, vous ne le lâchez plus.

Virginie Despentes part en guerre contre les assignations genrées: parce qu'on naît femme, on se devrait d'être douce, séductrice, aimante?! Et parce qu'on naît homme, on serait viril, fort, violent?! Elle dénonce le « grand marché à la bonne meuf » qui fabrique aussi ses exclues: « les moches, les vieilles, les camionneuses ». C'est pourquoi elle assume d'être une « looseuse de la féminité », à l'heure où « les héroïnes contemporaines aiment les hommes, les rencontrent facilement, couchent avec eux en deux chapitres [et] jouissent en quatre lignes ». L'aliénation des femmes consiste en effet à vouloir ressembler à une image incarnée nulle part (celle des magazines): femme active (mais bonne mère), belle (mais pas potiche), salariée (mais gagnant moins que son homme). Mai 1968 est passé par là, certes, mais il n'en reste pas moins le poids de la norme – quelque peu déplacée.

Aujourd'hui, remarque l'auteure, les filles peuvent réussir, mais se sentent encore obligées de s'en excuser. Façon de rassurer les hommes: « Regarde comme je suis bonne, malgré mon autonomie, ma culture, mon intelligence, je ne vise encore qu'à te plaire », semblent-elles dire.

Abordant le sujet du viol, elle évoque la difficulté, pour les femmes, de « nommer » ce que les hommes refusent de nommer eux-mêmes (qui se voit comme un « violeur »?). Le salut est venu pour elle de la lecture de Camilla Paglia, pour qui le viol constitue pour les filles un « risque inévitable »: « C'est un risque que les femmes doivent prendre en compte et accepter de courir si elles veulent sortir de chez elles et circuler librement. » Première chose à faire: refuser la stigmatisation qu'on veut leur faire porter et rejeter la honte. Alors oui, préférer la liberté et ses risques, plutôt que la peur et l'enfermement.

C'est sur le sujet de la prostitution que j'ai quelques réserves quant à son discours. Elle défend le droit des femmes de choisir – tout en dénonçant le fait que la société est organisée comme un vaste système prostitutionnel, où le travail des femmes est considéré comme devant être au service des hommes, donc non lucratif (service sexuel, travail domestique, éducation des enfants...). Alors, dans cette optique, se faire payer pour ce qui habituellement doit rester gratuit est certes une petite victoire.

Précisons d'entrée de jeu que Virginie Despentes ne parle que d'une certaine forme de prostitution, celle qui est « choisie », occasionnelle, sans mac – celle dont on sort. Elle refuse de parler de la prostitution en soi (évacuant trop rapidement le cas de personnes prostituées malgré elles), mais affirme que cela dépend des circonstances et des personnes (et je veux bien l'admettre, dans une certaine mesure, de même qu'un travail peut être vécu comme plus ou moins dégradant, selon les circonstances). Cela dit, elle refuse de faire la différence entre prostitution et travail salarié légal (ce qui, en revanche, me semble discutable: la prostitution, contrairement à un autre « travail », reflète les rapports de domination genrés et ne se comprend que dans le cadre de la domination masculine, en ce que la majorité des personnes prostituées sont des femmes et des enfants, et les « clients » sont quasiment tous des hommes).

La prostitution occasionnelle est, selon elle, plus fréquente qu'on le croit, mais tout le monde ferme les yeux: « Hypocritement, car dans notre culture, de la séduction à la prostitution la limite est floue, et au fond, tout le monde en est conscient. » Puisque, pour l'auteure, « le pacte de prostitution, "je te paye tu me satisfais", est la base du rapport hétérosexuel », le rapport prostitutionnel tarifé est plus sain, car moins hypocrite. « Ce que les

femmes font de leur corps, du moment qu'autour d'elles il y a des hommes qui ont du pouvoir et de l'argent, m'a semblé très proche, au final. »

Ce qu'elle dénonce, c'est donc un système fondé sur une construction politique : la femme doit être au service des hommes, la sexualité masculine est incontrôlable et « le désir des hommes doit blesser les femmes » – construction relayée par le discours social dominant, qui vise à un contrôle (empêcher la sexualité libre – non coupable – des hommes et l'indépendance financière des femme). C'est pourquoi elle conclut que : « [...] le monde économique aujourd'hui étant ce qu'il est, c'est-à-dire une guerre froide et impitoyable, interdire l'exercice de la prostitution dans un cadre légal adéquat, c'est interdire spécifiquement à la classe féminine de s'enrichir, de tirer profit de sa propre stigmatisation. »

Au passage, Virginie Despentes rend hommage aux féministes des années 1970 (« la révolution féministe a bien eu lieu »), tout en indiquant que le combat doit être poursuivi : le collectif reste encore l'apanage du masculin.

Elle montre aussi ce que les hommes ont à perdre à ne pas lutter pour une « révolution des genres » : piégés eux-mêmes par leur masculinité, ils sont maintenus dans la peur, l'exclusion, par des mécanismes de contrôle d'autant plus puissants qu'ils sont invisibles. « Le capitalisme est une religion égalitariste, en ce sens qu'elle nous soumet tous, et amène chacun à se sentir piégé, comme le sont toutes les femmes ».

Le seul reproche que je peux faire à ce livre c'est que, en dépit de l'appel à poursuivre la lutte féministe, il se fonde sur une vision très pessimiste de la domination masculine, comme si était sous-entendue l'impossibilité d'abolir les rapports de pouvoir. En somme, ce que semble nous dire l'auteure, c'est : le système patriarcal imprègne la société toute entière, essayons de nous en accommoder en nous défendant, chacune comme nous le pouvons. Les hommes sont fascinés par une image de l'ultraféminité factice ? « Jouer le jeu. De la féminité. » Soyons putes, nous aurons ainsi le pouvoir sur eux. « Coucher avec l'ennemi », comme le dit un titre de chapitre. Bien qu'extrêmement et radicalement critique, Virginie Despentes reste malgré tout fascinée par cette image de l'utraféminité : jouer à la femme et en tirer profit est pour elle une sorte de réparation après le viol : « De nouveau, j'étais dans une situation d'ultraféminité, mais cette fois j'en tirais un bénéfice net. »

Il y a donc une tension jamais nommée, dans ce livre qui oscille entre guide de survie des dominées et appel à une lutte révolutionnaire, et cette tension explique certaines contradictions. Mais cette tension, après tout, n'est autre que celle que nous ressentons toutes, au sein de nos existences, partagées entre l'envie de renverser – nous aussi – les rapports de force et le désir d'abolir tout pouvoir lié au genre.

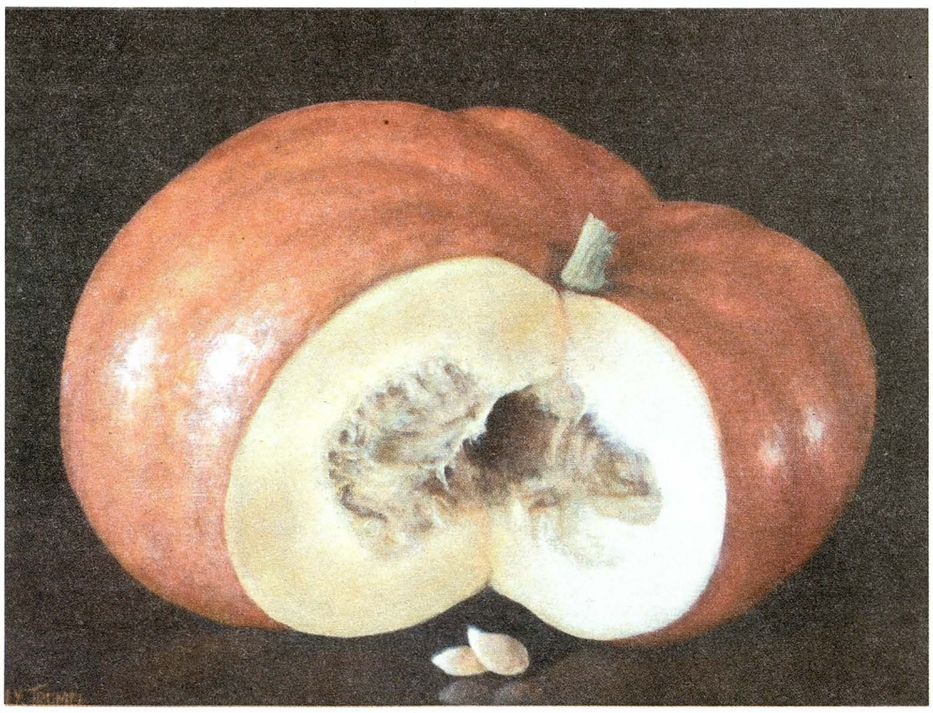
Est-ce utopique ? Le livre se termine pourtant sur un appel à la lutte : « Le féminisme est une aventure collective, pour les femmes, pour les hommes, et pour les autres. Une révolution bien en marche. Une vision du monde, un choix. Il ne s'agit pas d'opposer les petits avantages des femmes aux petits avantages des hommes, mais bien de tout foutre en l'air. » D'accord !

Quant à l'histoire qui donne son titre au livre, je vous laisse la découvrir par vous-mêmes...

C. G

Virginie Despentes, *King-Kong Théorie*, en vente à la librairie du Monde libertaire. 145, rue Amelot 75011 Paris

# À la Citrouille



*Je peins une citrouille, pas celle qui se transforme en carrosse doré, comme dans certain conte qui voudrait nous faire prendre des vessies pour des lanternes.*

*Je peins une citrouille bien réelle, bien lourde, bien en chair, toute en courbes, de celle de son enveloppe à celles de ses côtes dont l'ombre en creux se fond en douceur dans la lumière de ses parties renflées.*

*Je peins une citrouille bien orange, d'un orange qui oscille entre le jaune et le rouge le plus profond, une citrouille dont la peau à la fois lisse et grumeleuse accroche et me renvoie sa lumière.*

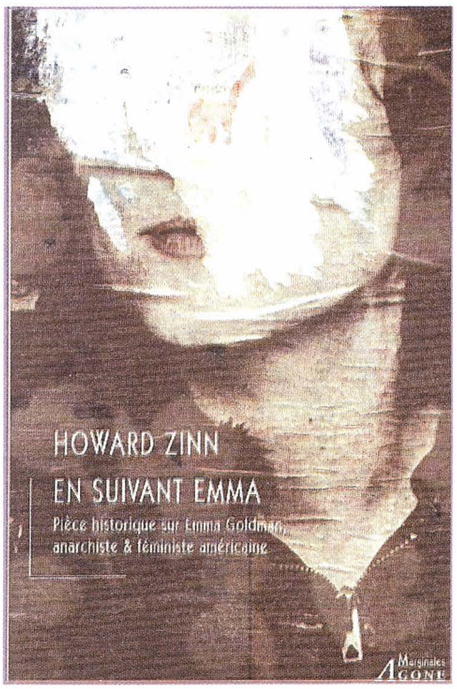
*Pour ne pas rester à la surface des choses, je tranche dans le vif et fais apparaître cette béance centrale autour de laquelle la chair s'expose, se laisse peindre, à la fois ferme et tendre, d'un ocre teinté d'orange à un blanc à peine teinté de jaune en passant de l'ombre à la lumière ; et dans l'entre-deux, toujours avec le pinceau, je donne à voir les filaments duveteux retenant les graines prêtes à être semées.*

*Nelly Trumel*

# Emma Goldman la réfractaire

**Historien américain, Howard Zinn a écrit, en 1975, *En suivant Emma*, une pièce de théâtre consacrée à la militante anarcha-féministe Emma Goldman. Les éditions Agone viennent de publier le texte.**

**Paco**




EMMA GOLDMAN (1869-1940) est entrée dans la vie d'Howard Zinn au début des années 1960. D'abord frappé de n'avoir jamais, du lycée à la licence, entendu prononcer son nom, il fut ensuite fasciné par cet incroyable personnage de l'histoire américaine.

Emma est née dans une famille juive à Kovno, en Lituanie (alors russe). La pauvreté l'obligea à travailler dans une usine de corsets, à Saint-Pétersbourg, dès l'âge de treize ans.

Quittant une vie familiale très tendue (son père a tenté de la marier de force à quinze ans), la jeune rebelle émigra aux États-Unis en 1885. Elle s'installa à Rochester, dans l'État de New York, et travailla comme couturière dans une usine d'habillement. Ateliers bagnes et logements-taudis lui en dirent long sur la grandeur des États-Unis.

Révoltée, Emma Goldman s'intéressait de près aux mouvements sociaux. Elle fut servie. Le 1er mai 1886, 80000 ouvriers manifestèrent à Chicago pour la journée de huit heures. Le 3 mai, de nouveaux ouvriers rejoignirent les grévistes du 1er mai. La police, chauffée à blanc, tira sur la foule, faisant six morts. Le lendemain, sur Haymarket Square, lors d'un énorme rassemblement de protestation, une bombe explosa blessant et tuant cette fois des flics. Des « leaders » anarchistes furent arrêtés. Quatre furent pendus en 1887 après un procès truqué, ce qui lança les désormais traditionnels 1er mai dans le monde entier (les Martyrs de Chicago seront innocentés et réhabilités en 1893).

Pour réagir à cette horreur, Emma, comme de nombreux ouvriers en colère, s'engagea pleinement dans le mouvement anarchiste. En 1889, à New York, elle rencontra Alexander Berkman, surnommé Sasha, autre anarchiste russe. Emma devint vite une oratrice réputée qui mettait les flics en rogne. En 1893, elle invita les victimes de la crise économique à piller les magasins pour survivre. Des centaines d'enfants mouraient de faim. « Si les enfants ont besoin de lait, allons nous servir. Servons-nous ! » La police l'arrêta en plein meeting. Elle fut condamnée à deux ans de prison et mit à profit sa détention pour apprendre les métiers d'infirmière et de sage-femme. De son côté, Sasha purgeait une peine de vingt-deux ans pour avoir tenté d'assassiner, en 1892, le patron d'une aciérie de Pennsylvanie qui avait embauché une milice armée et des jaunes pour briser une grève. À la libération de Berkman, en 1906, les deux amis fondèrent le journal *Mother Earth*.

À l'occasion d'une conférence à Chicago, en 1908, Emma fit la connaissance de Ben Reitman, un médecin qui soignait les pauvres gens, les « hobos », les prostituées. Il pratiquait également des avortements illégaux. Emma avait alors trente-neuf ans, Reitman n'en avait que vingt-neuf. Les deux volcans devinrent des amants passionnés. La grande confusion sentimentale qui secoua Emma ne l'empêcha pas de poursuivre meetings et conférences dans tout le pays.

Dans un seul mois de 1909, la police interrompit onze meetings où Emma intervenait, notamment pour l'émancipation des femmes, le contrôle des naissances... Un discours contre le patriotisme attira cinq mille personnes à San Francisco. La foule bloqua la police pour la protéger d'une nouvelle interpellation. Emma s'attendait au pire à chaque intervention publique. Sur les estrades, elle emportait toujours un livre pour s'occuper l'esprit en cas d'arrestation.

Le ton monta encore d'un cran quand les États-Unis entrèrent dans la Première Guerre mondiale, en 1917. Emma et Berkman se retrouvèrent pour dénoncer la conscription. Emprisonnés en 1918, ils furent relâchés à la fin du conflit et bannis. J. Edgar Hoover estimait qu'Emma était l'une des femmes les plus dangereuses d'Amérique.

Retour à la case départ pour Emma et Sasha. Expulsés vers ce qui était devenu l'Union soviétique, ils rencontrèrent Lénine et Trotsky. Ils assistèrent impuissants à la répression des manifestations, à la liquidation des anarchistes, à l'écrasement sanglant de la révolte des marins de Kronstadt... Fuyant la barbarie bolchevique, les deux amis voyagèrent dans plusieurs pays d'Europe, notamment en France où ils sympathisèrent avec la réfractaire May Picqueray qui dactylographia pendant six mois une partie des manuscrits qui composeront *Living my life*, la célèbre autobiographie.

En juin 1936, Berkman, dépressif, se suicida. En septembre 1936, Emma se rendit en Espagne pour soutenir la révolution. Elle

s'adressa à des foules immenses à Barcelone, parla à la radio, aux ouvriers et aux miliciens en allant sur le front de Madrid.

Pour finir, Emma fut autorisée à faire un voyage exceptionnel aux États-Unis en 1940, mais uniquement pour parler de théâtre… Partie défendre des camarades emprisonnés au Canada, elle tomba malade à Toronto, où elle mourut, à soixante et onze ans. Emma Goldman est enterrée à Chicago, dans le cimetière de Waldheim, près des victimes de la tragédie de Haymarket Square. Ce drame qui avait changé le cours de sa vie.

Après avoir longtemps milité contre la guerre du Viet-nam, Howard Zinn s'attela, en 1975, à un vieux projet qui le hantait : l'écriture d'une pièce de théâtre sur la « magnifique » Emma Goldman. Montée par son fils Jeff en 1976, elle fut jouée à Manhattan par le Theater for the New City. Souvent réécrite, peaufinée, la pièce fut jouée à Boston pendant huit mois devant vingt mille spectateurs. *En suivant Emma* fut également présentée à Londres et à Tokyo.

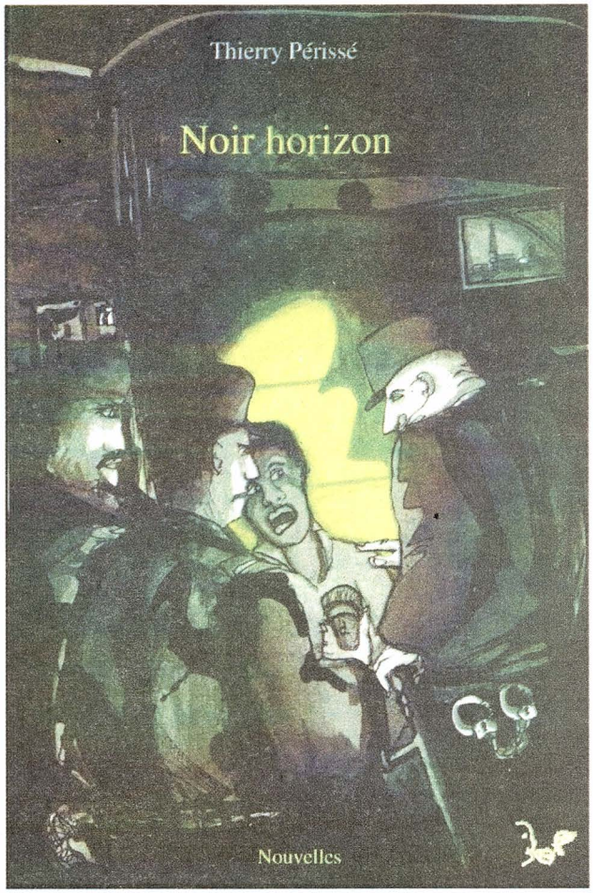
Sur deux actes, prenant quelques libertés et raccourcis, la pièce est composée de scènes courtes et toniques qui mettent en lumière différents aspects de la vie d'Emma Goldman et de ses camarades. Fondé sur des éléments puisés dans des correspondances et dans les mémoires d'Emma, le jeu permet d'aborder, parfois avec humour, divers thèmes anarchistes et féministes (amour libre, antimilitarisme, lutte des classes, internationalisme, antiélectoralisme…). Nous pouvons suivre Emma dans sa vie familiale, amoureuse, communautaire, militante et professionnelle. Nous la retrouvons dans des cafés, devant des tribunaux, en prison, sur des piquets de grève ou dans des meetings. Ce qui permet d'entendre ses prises de parole ou celles de Johann Most, un militant influent qui se fera cravacher en public par Emma parce qu'il refusait de soutenir Alexander Berkman après son emprisonnement.

Les scènes écrites par Howard Zinn donnent aussi un éclairage sur les contradictions et les tourments sexuels des militants qui tentaient d'expérimenter au quotidien des principes libertaires généreux, mais complexes. À lire, en espérant qu'un metteur en scène fasse bientôt revivre Emma Goldman, une femme franchement épatante. P.

Howard Zinn, *En suivant Emma* – pièce historique sur Emma Goldman, anarchiste et féministe américaine, 176 pages, éditions Agone. 15 euros.

Cinq autres titres d'Howard Zinn sont disponibles aux éditions Agone : *Une histoire populaire des États-Unis* (2002), *Le XXe siècle américain* (2003), *Karl Marx, le retour* (théâtre, 2002), *Nous, le peuple des États-Unis* (essais, 2004) ; *L'Impossible neutralité* (autobiographie, 2006).

# Un horizon bien noir




**« Lisez ce livre. Faites-le lire. C'est un des plus grands réquisitoires jamais prononcés à l'encontre des maîtres du monde du moment. »**

**Pour ce qui est d'être noir**, ce livre l'est à la puissance dix. Plus noir que çà, c'est tout simplement impossible !

Douze nouvelles. « Moule à cake », avec Nico qui démoule des cakes à longueur de journée, tout cela sur fond d'emploi précaire tapissé d'ennui et d'humiliation, et qui se fait virer pour… « Noir horizon[1] », avec un sans-nom africain, réfugié politique « nanti » d'une autorisation provisoire de séjour, son quotidien de galères, de misères, de vexations… « La vieille », la réalité terrifiante de plus en plus de vieilles personnes… « Medhi », enseignant vacataire dans un collège privé catholique, payé avec un lance pierre, exploité, méprisé, viré pour…

Dans un premier temps, on sort sonné par ce livre. Assommé par l'avalanche de ces tranches de vie tatouées à l'insupportable.

Dans un second temps, on est submergé par un flot de révolte et de haine contre ce système social (le capitalisme) qui hache menu la vie du plus grand nombre.

Lisez ce livre. Faites-le lire. C'est un des plus grands réquisitoires jamais prononcés à l'encontre des maîtres du monde du moment.

J'oubliais. C'est vachement bien écrit. Les mots, les phrases, sonnent juste. On est pris à la gorge. Ça se lit d'une traite.

Thierry Périssé[2], retenez bien ce nom, c'est un futur grand de la littérature prolétarienne et de la littérature tout court.

Merci aux éditions *Chant d'orties* d'avoir publié un tel texte.

**Jean-Marc Raynaud**

1. 146 pages, 12 euros, en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011, Paris, ajoutez 10 % pour le port, chèque à l'ordre de Publico ; ou chez l'éditeur, *Chant d'orties*, 19, rue du Général-Leclerc, 91250, Saintry-sur-Seine.

2. Thierry Périssé s'était déjà fait « remarquer » avec *La Caravane des oubliés* publié aux éditions ACL.

# Dessins de rue

Swen

**Des dessins de Swen datant des années 1960 sont actuellement en exposition à la librairie du Monde libertaire**

**Né à Stockholm en 1939**, le dessinateur Sven Westerberg, dit Swen, a quitté la Suède à l'âge de dix-huit ans. Après quelques-uns de ces voyages qui forment la jeunesse, il est venu s'installer en France. Il a vécu et travaillé à Paris jusqu'à sa mort, en 2005. Il a laissé derrière lui un très grand nombre de dessins dont la plus grande partie n'a jamais été montrée.

Dans les années 1960, Swen vendait ses dessins dans la rue. Il menait une vie nomade. Il habitait dans sa voiture et il se déplaçait à l'intérieur de l'Europe. Il exposait ses dessins sur le trottoir des grandes capitales, ils étaient son unique moyen de subsistance. Ce sont les dessins de cette période précisément, très caractéristique dans l'œuvre de SWEN, qui vont être exposés à la librairie du Monde libertaire à partir du 18 octobre.

Réunis dans un livre qui vient d'être publié récemment, les dessins des années 1960 sont très chargés et très noirs. Ils ont été réalisés à l'encre de Chine avec l'aide d'un rapidographe sur des papiers de qualité médiocre. Swen commençait toujours dans un coin de la feuille, sans souci de composition et sans savoir d'avance ce qu'il allait dessiner. Jamais il n'interrompait un dessin en cours, soutenu par les amphétamines, en vente libre à l'époque, qui lui permettaient de rester plusieurs nuits d'affilée sans dormir. Il s'investissait tellement dans son travail qu'il fallait parfois une intervention extérieure pour le convaincre d'arrêter, sinon il aurait pu continué à dessiner jusqu'à ce que le dessin devienne complètement noir.

Il ne s'agit pourtant pas de dessins automatiques mais plutôt d'une création par prolifération qui ressemble aux mécanismes de l'élaboration de la vie. C'est sans doute ce que Swen voulait exprimer quand il disait : « Je dessine comme l'herbe pousse… » La musique répétitive fonctionne ainsi. Une même phrase musicale est répétée inlassablement jusqu'à ce que le son évolue, comme si la multiplication conduisait au changement. Swen procède avec les formes de la même manière que la musique répétitive avec les sons. Les formes constituantes de ses dessins sont toujours des formes simples, des formes de base, qu'il peut répéter indéfiniment.

Sa recherche de la forme était obsessionnelle. Il y eut une période où il a vu des têtes de chat triangulaires dans tous les angles de sa chambre. Cela a duré un certain temps puis le triangle s'est modifié imperceptiblement et a fini par engendrer une forme différente mais cependant très proche de la précédente. Comme si un vertige cédait le pas à un autre vertige encore plus grand.

Tout au long des années 1960, Swen subit une initiation, une initiation du regard. Il observe le monde sous de multiples facettes comme si son œil était celui d'une mouche. Il joue à structurer et à déstructurer sa vision. Il passe en permanence du figuratif à l'abstrait à l'intérieur d'un même dessin. Une jambe, une main, une moitié de cheval, jaillissent spontanément d'une accumulation d'atomes et retournent tout aussi facilement à l'univers cellulaire dont ils sont issus. À peine ébauchées et immédiatement reparties dans le chaos dont elles viennent de sortir, ces figurations ne sont pas là pour donner du sens au dessin, elles ne portent aucun message.

Ce qui intéresse Swen, dans ce travail des années 1960 et également tout au long de son œuvre puisqu'il va dessiner pendant plus de quarante ans, c'est l'exploration de sa liberté. La perpétuelle remise en question de son regard. Comme s'il cherchait à montrer que le monde tel que nous le voyons n'est qu'un système de pensée. Un alphabet dont les lettres seraient les formes. Un langage qui se serait élaboré grâce à toutes les combinaisons possibles des formes entre elles.

**André**

## Appel à la solidarité pour l'ouverture d'un local anarchiste en Sicile

**Nos compagnons et compagnes siciliens appellent à la solidarité internationale afin d'acquérir un local a Ragusa. Le mouvement anarchiste sicilien est présent de longue date dans cette région pauvre de l'Italie et dispose d'un exellent journal (mensuel) *Sicilia Libertaria* créé en 1976. Ce local sera une bouffée d'oxygène pour le mouvement et un patrimoine pour les générations à venir. Les dons peuvent être envoyés par mandat international à l'adresse ci-dessous avec la mention « solidarieta acquisto sede ». L'abonnement au journal (même adresse et mode de paiement) est de 25 euros (ou plus en solidarité).**

**Adresse :**
**Giuseppe Gurrieri**
**c/o Sicilia Libertaria**
**via G.B. Odierna**
**212 97 100 Ragusa**
**Italia**

# Radio libertaire

## Jeudi 25 octobre

**Jus de rue** 8 h 30. Par Casquette. Nous accueillerons celui par qui la télé comme elle est maintenant ne serait pas : monsieur Alain Quincampois, pour une émission qui aura le bon ton de démontrer qu'on « n'est pas prêt de baisser les bras ».

**Si vis pacem** 18 heures. Colombie, soutenir les objecteurs de conscience. Invité : un membre de Red Juvenil.

**Epsilonia** 22 heures. Musiques expérimentales et expérimentations sonores.

## Vendredi 26 octobre

**Place aux fous** 13 heures. Philosophie et musique. Disciplines de l'indiscipline. O. Pascault reçoit André BELLON, amateur, au sens humaniste du terme, de Dumas, Alexandre de son prénom, pour son petit livre « la Route de Varennes » (1858), disponible aux Ed. Mille & Une Nuits , 3 euros.

**Les oreilles libres** 14 h 30. Musiques engagées. Nous recevrons Christian Angelliaume,pour aborder l'aspect le plus décrié de la pensée de Wilhelm Reich : l'énergie

**Ça booste sous les pavés** 22 h 30. Radio Libertaire – FZM. FZM nous revient avec encore plus d'invités : nous recevrons dans les studios de la plus rebelle, sur le thème « culture et résistance », Mon Dragon, La Raia, avec en guest les Labels Maloka, Crash Disque, FZM, Subversive Ways, et Mass Prod. Suivi dans la foulée de Léo 38 pour la Night, avec les invités cités plus haut.

## Samedi 27 octobre

**Le juke-box de « Longtemps, je me suis couché de bonne heure »** 19 h 00. Chroniques musicales animées par Francis Gavelle.

## Dimanche 28 octobre

**Il y a de la fumée dans le poste** 18 h 30. Émission du Circ Paris - Ile-de-France. L'information des drogues en général et du cannabis en particulier, sans payer 450 euros.

## Mardi 30 octobre

**Idéaux et débats** 18 heures. Interviou d'Olivier Adam, réalisée le 5 septembre 2007, à propos de son roman *À l'abri de rien* (L'Olivier).

**Jazz en liberté** 22 h 30. Free jazz et musiques improvisées. Autour de quelques batteurs, par Gérard Terronès.

## Mercredi 31 octobre

**Blues en liberté** 10 h 30. Émission musicale blues Nouveautés, rééditions, etc. (Suite.)

**Le manège** 14 heures. Littérature et cinéma. L'invitée littéraire : Cécile Wajsbrot, pour sa biographie (aux éditions Zulma), par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

**Femmes libres** 18 h 30. Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Avec l'association Artémisia (de la BD au féminin).

**Ras les murs** 20 h 30. Actualités des luttes de prisonniers. Invités : Simonetta, psychologue et animatrice, avec Christian, le fondateur, il y a plus de 20 ans, de L'Atelier du non-faire. Espace de création : peinture, musique, écriture, ouvert aux patients et aux personnes extérieures de l'HP de Maison-Blanche, en grande difficulté depuis le rachat du domaine par la mairie de Neuilly-Plaisance.

## Jeudi 1er novembre

**Jus de rue** 08 h 30. Par Casquette. L'émission recevra la troupe qui joue *Le vert et la corde* ; + quelques bruits de manifs.

## Vendredi 2 novembre

**Place aux fous** 13 heures. Paf Musique. Kasper T. Toeplitz. Une plongée dans la musique électronique, avec un musicien-compositeur particulièrement visionnaire et créatif.

**Ligue des droits de l'Homme** 19 heures. L'émission sera assurée par la section de la Sorbonne : diffusion de la conférence du 27 octobre « Avenir de l'Europe : droits fondamentaux et attentes des citoyens ».

**Ça booste sous les pavés** 22 h 30. Euskal Herria. Ça booste versus CSPB (comité de solidarité avec le peuple basque). Info sur le conflit qui oppose une majorité de la société basque à deux puissances européennes, l'Espagne et la France. Avec de l'histoire sur la société Basque, par Pablo. Des news d'Askatasuna sur le sort des prisonniers, d'Askapena et de Batasuna.

## Samedi 3 novembre

**Chroniques syndicales** 11 h 30. Luttes et actualités sociales. Thème : L'immigration et le FLE (français langues étrangères).
**Chroniques rebelles** 13 h 30. Débats, dossiers, rencontres... Théâtres en lutte : *Le théâtre militant en France des années 1960 à aujourd'hui*, d'Olivier Neveux (La Découverte) ; avec l'auteur. Animé par Christiane Passevant.

**89.4 MHz en région parisienne**

**rl.federation-anarchiste.org**

## Samedi 27 octobre

### Paris XXe

De 10 heures à 20 heures, la CNT-F organise une journée portes ouvertes dans ses locaux du 33, rue des Vignoles. Métros : Avron ou Buzenval.

### Paris XVIIIe

15 h 30. Roger Dadoun sera invité pour ses livres *Sexyvilisation, Heidegger, berger du néant,* en passant par *Éloge de l'intolérance*, à la Bibliothèque La Rue, au 10, rue Robert-Planquette.

### Paris

15 heures. Grand rassemblement devant le Grenelle de l'environnement. Pour la sortie du nucléaire et l'arrêt de la construction du réacteur EPR, ensemble disons NON à la politique pronucléaire de N. Sarkozy. Infos pratiques (départs groupés...) sur : http://www.sortirdunucleaire.fr Coordination : Jocelyn Peyret <jocelyn.peyret@sortirdunucleaire.fr>

## Mardi 30 octobre

### Marseille 1er

Deux membres de la Libertaria du Venezuela viennent débattre et présenter des vidéos indépendantes sur les luttes indigènes, la situation dans les prisons, la résistance libertaire et l'écocide. Ils parleront de la situation politique du pays d'un point de vue libertaire, de leurs activités et projets. Vente du journal *El Libertario*, de CD, DVD, artisanat... À 18 h 30, à 1000 Babords, 61, rue Consolat.

## Vendredi, 2 novembre

### Valence (26)

Soirée-débat avec Gaetano Manfredonia sur le thème « Anarchisme et changement social », sujet de son dernier ouvrage, à 19 heures au Laboratoire, 8, place Saint-Jean. Soirée organisée par la Liaison La Rue Râle de la Fédération anarchiste, avec le soutien du Cira de Marseille et du Laboratoire.

## Samedi 3 novembre

### Le Mans (72)

La propriété est-elle possible pour tous? au café libertaire exposé à 17 heures, débat et reflexion. Entrée libre à l'épicerie du Pré.; 31 rue du Pré.

## Vendredi 9 novembre

### Lorient (56)

20 h 30. Le groupe Francisco Ferrer (FA) organise une réunion publique avec Jean-Pierre Tertrais sur la décroissance. Salle audio, cité Allende, Maison des associations, 12, rue Colbert. Entrée libre.

### Ivry-sur-Seine (94)

19h30 Gilbert Laffaille lit et commente le « Soliloque des pauvres » de Jehan Rictus , au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte-d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie, ligne 7. Tél. 01.46.72.64.68.

## Samedi 10 novembre

### Ivry-sur-Seine (94)

Michèle Bernard, accompagnée au piano par Jean-Luc Michel, à 19 h 30, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, métro Porte-d'Ivry ou Pierre-et-Marie-Curie, ligne 7. Tél. : 01.46.72.64.68.

### Marseille (13)

Journée de mobilisation contre Iter. Pique-nique convivial et militant dès 12 heures, porte d'Aix. 14 heures, manifestation (la Fédération anarchiste y organisera un cortège) ; 18 heures : conférence-débat salle Mazenod.

## Vendredi 16 novembre

### Ivry-sur-Seine (94)

Juja Lula, au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Tél. : 01.46.72.64.68. www.forumleoferre.com

## Samedi 17 novembre

### Ivry-sur-Seine (94)

Jean-Luc Debattice, accompagné au piano par Nathalie Fortin, dans son spectacle sur le répertoire du cabaret Le Chat Noir, « Toutes griffes dehors ». Forum Léo-Ferré 11, rue Barbès. Tél. : 01.46.72.64.68 www.forumleoferre.com

## Vendredi 23 novembre

### Ivry-sur-Seine (94)

David Legitimus et Renn Lee dans leur spectacle hommage à Claude Nougaro « Jazz et java ». Forum Léo-Ferré 11, rue Barbès. Tél. : 01.46.72.64.68. www.forumleoferre.com

## Samedi 24 novembre

### Ivry-sur-Seine (94)

Michel Guyader (voix, guitare, harmonica) et Eulalie-Laurence L. (voix , percussions) dans leur spectacle « Arthur Rimbaud est l'Étoile noire ». Forum Léo-Ferré 11, rue Barbès. Tél. : 01.46.72.64.68 www.forumleoferre.com

### Châlette-sur-Loing (45)

Exposition « Gaston Couté le poète », à partir du 24 novembre à la Maison Commune, 61, rue Aristide-Briand. Tél. : 02 38 98 99 65.

www.forumleoferre.com

Dessins de Swen, exposés à Publico jusqu'au 12 décembre.